



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 30 JUILLET 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 30th, 1949

RECEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1949.

Québec ce 21 juin 1949.

25230-25-10-o L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1949.

Quebec, this 21st of June 1949.

25230-25-10-o. RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

André Thibodeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1949, constituant en corporation: Emé. Lacroix, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, Emile Pelletier, avocat, de Lachine, C.-A. Sylvestre, avocat, et Marcelle Langlois, sténographe, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

André Thibodeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1949, incorporating: Emé. Lacroix, K.C., advocate, of the Town of Mount Royal, Emile Pelletier, advocate, of Lachine, C. A. Sylvestre, advocate, and Marcelle Langlois, stenographer, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Vendre des tabacs, bonbons, papier, accessoires de fumeurs, menus articles, épicerie, produits de charcuterie ou de confiseries ou des articles habituellement vendus dans les librairies, sous le nom de "André Thibodeau Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404-o L. DÉSILETS.

A & M Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mai 1949, constituant en corporation: Harry Katz, Maurice Katz et Hyman Katz, marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bestiaux, porcs, volailles, poisson, gibier et d'animaux vivants et morts de toute description; de lait, crème, beurre, fromage, œufs, charcuterie, légumes, fruits, marchandises en boîtes et en conserve, sous le nom de "A & M Market Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404 L. DÉSILETS.

Beau-Monde Dress Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juin 1949, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R. et Louis Feigenbaum, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre des vêtements pour dames, hommes et enfants, sous le nom de "Beau-Monde Dress Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404 L. DÉSILETS.

Bourcier Motor Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1949, constituant en corporation: Florent Bourcier, garagiste, Joseph-Alfred Gauvin, comptable, et Lloyd Lawlis, vendeur, tous trois de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Trafiquer des automobiles, machines agricoles, camions-véhicules, moteurs, tracteurs, hélicop-

To sell tobacco, candies, paper, smokers' supplies, small wares, groceries, pork products or confectionery or articles usually sold in stationers, under the name of "André Thibodeau Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 800 preferred shares of a par value of \$100 each and 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint John's, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404 Deputy Attorney General.

A & M Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1949, incorporating: Harry Katz, Maurice Katz and Hyman Katz, merchants, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in cattle, pigs, poultry, fish, game and live and dead stock of every description; milk, cream, butter, cheese, eggs, sausages, vegetables, fruits, canned and preserved goods, under the name of "A & M Market Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 300 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25404-o Deputy Attorney General.

Beau-Monde Dress Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1949, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, ladies' children's and men's wear, under the name of "Beau-Monde Dress Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404-o Deputy Attorney General.

Bourcier Motor Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1949, incorporating: Florent Bourcier, garage keeper, Joseph Alfred Gauvin, accountant, and Lloyd Lawlis, salesman, all three of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To deal in automobiles, farm implements, motor trucks, motors, tractors, helicopters,

tères, tracteurs-automobiles, motocycles, aéroplanes, hydroplanes, sous le nom de "Bourcier Motor Sales Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25404-o

L. DÉSILETS.

C. A. Blanchet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1949, constituant en corporation: Paul Miquelon, C.R., avocat, de Beauport, Robert Perron, avocat et Cécile Jobin, secrétaire, ces deux derniers de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bois en général;

Agir comme entrepreneurs de tous travaux, entreprises, bâtisses et constructions quelconques, sous le nom de "C. A. Blanchet Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25404-o

L. DÉSILETS.

Cairo Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept mai 1949, constituant en corporation: Lucien Roux, C.R., Robert Déry, comptable et Lorraine Côté, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Accepter contre valeur ou escompte, acheter, vendre et faire le commerce de lettres de change, billets promissaires, obligations, débentures, coupons, liens, contracts, reçus de location, conventions de ventes conditionnelles et tous instruments et valeurs négociables, sous le nom de "Cairo Investments Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq mille actions d'une valeur au pair d'un dollar chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mai 1949.

L'Assistant-procureur général,

25404

L. DÉSILETS.

Combustion and Power Equipment Ltd. La Cie d'Équipement de Combustion Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize juin 1949, constituant en corporation:

motor tractors, motorcycles, aeroplanes, hydroplanes, under the name of "Bourcier Motor Sales Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

C. A. Blanchet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1949, incorporating: Paul Miquelon, K.C., advocate, of Beauport, Robert Perron, advocate, and Cécile Jobin, secretary, these two latter of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber in general:

To act as contractors for all kinds of works, undertakings, buildings and structures, under the name of "C. A. Blanchet Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company is limited to twenty.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Cairo Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1949, incorporating: Lucien Roux, K.C., Robert Déry, accountant, and Lorraine Côté, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To accept for value or discount, buy, sell and deal in bills of exchange, promissory notes, bonds, debentures, coupons, liens, contracts, hire receipts, conditional sales agreements and any negotiable instruments and securities, under the name of "Cairo Investments Ltd."

The capital stock of the company is divided into five thousand shares of a par value of One dollar each and the amount of capital with which the company will commence its operations will be \$5,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of May, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Combustion and Power Equipment Ltd. La Cie d'Équipement de Combustion Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1949, incorporating: Owen Con-

Owen Connolly, entrepreneur en chauffage, de la cité d'Outremont, Edwin Walker Twizell, entrepreneur en chauffage, de la cité de Hampstead, Norman Genser, Sydney Phillips, avocats, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires qui consistent à fabriquer, installer, fournir et faire le commerce de matériaux, accessoires et outillage de toute nature et description pour la combustion, l'énergie motrice, la plomberie et le chauffage, sous le nom de "Combustion and Power Equipment Ltd.—La Cie d'Équipement de Combustion Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 490 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25404

L. DÉSILETS.

nolly, heating contractor, of the City of Outremont, Edwin Walker Twizell, heating contractor, of the City of Hampstead, Norman Genser, Sydney Phillips, advocates, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, installing, supplying and dealing in combustion, power, plumbing and heating materials, supplies and equipment of every nature and description, under the name of "Combustion and Power Equipment Ltd."—"La Cie d'Équipement de Combustion Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 490 shares having a par value of \$100 each, and 1,000 common shares having a par value of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25404-o

Deputy Attorney General.

Compagnie d'Immeubles et d'Entreprises

Rollan

Rollan Real Estate and Enterprises Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1949, constituant en corporation: J.-Rolland Séguin, industriel et commerçant, Dame Marguerite Turcotte, épouse séparée de biens de J.-Rolland Séguin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Dame Eva Châteauvert, commis, épouse de feu Henri Archambault, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir des immeubles, lots, terres ou terrains, fermes, terres à pâturage, terres à bois, limites forestières, licences, pouvoirs d'eau, privilèges, terrains miniers, vergers, emplacements de ville ou de campagne, ou encore des droits sur iceux, qu'ils soient légaux, équitables ou autres, sous le nom de "Compagnie d'Immeubles et d'Entreprises Rollan"—"Rollan Real Estate and Enterprise Company", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le deux juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25404-o

L. DÉSILETS.

Compagnie d'Immeubles et d'Entreprises

Rollan

Rollan Real Estate and Enterprises Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1949, incorporating: J. Rolland Séguin, industrialist and trader, Dame Marguerite Turcotte, wife separate as to property of J. Rolland Séguin, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Dame Eva Châteauvert, clerk, wife of the late Henri Archambault, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To acquire immovables, lots, lands or emplacements, farms, pastures, wooded lots of land, timber limits, licenses, water-powers, privileges, mining lands, orchards, town or country emplacements, or rights in same, whether legal, equitable or other under the name of "Compagnie d'Immeubles et d'Entreprises Rollan"—"Rollan Real Estate and Enterprise Company", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25404

Deputy Attorney General.

Continental Store (Arvida) Ltd. Magasin Continental (Arvida) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix juin 1949, constituant en corporation: Rosario Desbiens, Lorenzo Brissou, comptables, de Chicoutimi, et Eugène Tremblay, commerçant d'Arvida, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Vendre des marchandises sèches, nouveautés, soies, lainages, cotonnades, des articles de ménage et ustensiles de maison, sous le nom de "Continental Store (Arvida) Ltd."—"Magasin Continental (Arvida) Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Continental Store (Arvida) Ltd. Magasin Continental (Arvida) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of June, 1949, incorporating: Rosario Desbiens, Lorenzo Brissou, accountants, of Chicoutimi, and Eugène Tremblay, trader, of Arvida, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To sell dry-goods, novelties, silks, woollens, cottons, household effects and household utensils, under the name of "Continental Store (Arvida) Ltd."—"Magasin Continental (Arvida) Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 314, rue Mellon, Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le dix juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at 314 Mellon street, Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404 Deputy Attorney General.

Dressmakers' Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier juin 1949, constituant en corporation: Myer Gameroff, avocat et conseil en loi du Roi, Seymour Norman Fenster, avocat, Anne Goldenblatt, secrétaire, fille majeure, et Denise Bisson, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bourrures d'épaules, doublures en toile pour habits, nouveautés de toutes sortes, ceintures, boutons et vêtements pour femmes et enfants, sous le nom de "Dressmakers' Service Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune et en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404 L. DÉSILETS.

Dressmakers' Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1949, incorporating: Myer Gameroff, advocate and King's Counsel, Seymour Norman Fenster, advocate, Anne Goldenblatt, secretary, fille majeure, and Denise Bisson stenographer, fille majeure, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in shoulder pads, canvas coat fronts, novelties of all kinds, belts, buttons, women's and children's clothing, under the name of "Dressmakers' Service Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 500 preferred shares of \$100 each, and 500 common shares of \$100 each.

The number of the shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404-o Deputy Attorney General.

Flamingo Sportswear Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un juin 1949, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard Diamond et Bernard S. Mergler, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à négocier des gilets, chemises, coupe-vent, parkas, pantalons de sport, jupes, costumes de sport, costumes de neige et vêtements en général, sous le nom de "Flamingo Sportswear Co.", avec un capital de \$20,000 divisé en 1000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires n'excèdera jamais vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404 L. DÉSILETS.

Flamingo Sportswear Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1949, incorporating: Louis Orenstein, Bernard Diamond and Bernard S. Mergler, all advocates, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealing in jackets, shirts, windbreakers, parkas, slacks, shirts, slack suits, snowsuits and wearing apparel in general, under the name of "Flamingo Sportswear Co.", with a capital stock of \$20,000 divided into 1000 common shares of \$10 each, and 1000 preferred shares of \$10 each.

The number of shareholders shall never exceed twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404-o Deputy Attorney General.

Frégeau Drive Yourself Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1949, constituant en corporation: Roger Lacoste, C.R., avocat, de la cité d'Outremont, Julien Latendresse, comptable, de la cité de Montréal, tous deux du district judiciaire de Montréal, et Gaston Rondeau, avocat, de la ville de Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Frégeau Drive Yourself Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1949 incorporating: Roger Lacoste, K.C., advocate, of the city of Outremont, Julien Latendresse, accountant, of the city of Montreal, both of the judicial district of Montreal, and Gaston Rondeau, advocate, of the town of Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

Exercer le négoce de louageurs et locateurs d'automobiles et véhicules de toute espèce, sous le nom de "Frégeau Drive Yourself Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404-o L. DÉSILETS.

F. X. Fortin, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1949, constituant en corporation: François-Xavier Fortin, négociant, Yvonne Fortin, Gaby Fortin et Emma-Marie Fortin, filles majeures, tous de Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturier, acheteur, vendeur et marchand de robes, costumes, manteaux, chaussures, vêtements, sous-vêtements, garnitures de modes, marchandises sèches, articles de toilette, cadeaux, modes, fourrures pour hommes, dames et enfants, sous le nom de "F. X. Fortin, Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt;

Le siège social de la compagnie sera à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le trois juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404-o L. DÉSILETS.

J. B. E. Letellier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1949, constituant en corporation: François-Xavier Giguère, Alfred Giguère, Jean-Paul Giguère, Lucien Giguère, négociants, de la cité de Québec, et J.-E. Falardeau, négociant, de Loretteville, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tous articles et effets d'épicerie, sous le nom de "J. B. E. Letellier Inc.", et le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt, avec un capital de \$150,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 1000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404-o L. DÉSILETS.

J. Lucien Allard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du seize juin 1949, constituant en corporation: Émile Laberge, Henri Jobin, Jules Giguère, Nazaire Toussaint, commis, et Raymond Fortier, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

To carry on the business of lessors and renters of automobiles and vehicles of all kinds, under the name of "Frégeau Drive Yourself Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404 Deputy Attorney General.

F. X. Fortin, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1949, incorporating: François-Xavier Fortin, merchant, Yvonne Fortin, Gaby Fortin and Emma Marie Fortin, spinsters, all of Kénogami, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer, buyer, seller of and dealer in dresses, suits, coats, footwear, wearing apparel, underwear, hat trimmings, dry-goods, toilet articles, gifts, millinery, furs, for men, women and children, under the name of "F. X. Fortin, Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 200 preferred shares of \$100 each and 300 common shares of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty;

The head office of the company will be at Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404 Deputy Attorney General.

J. B. E. Letellier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1949, incorporating: François-Xavier Giguère, Alfred Giguère, Jean Paul Giguère, Lucien Giguère, merchants, of the city of Quebec, and J. E. Falardeau, merchant, of Loretteville, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in all kinds of groceries and similar wares, under the name of "J. B. E. Letellier Inc.", and the number of shareholders of the company will be limited to twenty, with a capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of \$100 each, and 1000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25404 Deputy Attorney General.

J. Lucien Allard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of June, 1949, incorporating: Émile Laberge, Henri Jobin, Jules Giguère, Nazaire Toussaint, clerks, and Raymond Fortier, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

Exercer et faire le commerce de manufacturiers, marchands de tabacs, cigares, cigarettes, pipes, articles de fumeurs en général, bimbeloterie, articles de maison, vaisselle, ustensiles de cuisine, marchandises à la verge et autres marchandises semblables; eaux gazeuses, liqueurs douces, pâtisseries, confiserie et toutes sortes de marchandises semblables, sous le nom de "J. Lucien Allard Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le seize juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
20404-o L. DÉSILETS.

To carry on the business of and deal in, as, manufacturers and merchants, tobacco, cigars, cigarettes, pipes, smokers' supplies in general, novelties, household effects, crockery, kitchen utensils, yard goods and other similar merchandise; aerated waters, soft drinks, pastry, confectionery and any other similar merchandise, under the name of "J. Lucien Allard Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10 each, and 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404 Deputy Attorney General.

Kay's (Montreal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze juin 1949, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats et Pauline Leet, secrétaire, fille majeure, Imelda Langlois, commis, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, construire, posséder et exploiter des magasins de vêtements, tissus et produits textiles, sous le nom de "Kay's (Montreal) Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404 L. DÉSILETS.

Kay's (Montreal) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1949, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman advocates, and Pauline Leet, secretary, spinster, Imelda Langlois, clerk, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire, construct, own and operate stores in wearing apparel, textile materials and products, under the name of "Kay's (Montreal) Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404-o Deputy Attorney General

Ladies Free Loan Society

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1949, constituant en corporation: sans capital-actions: Rebecca Caplan, veuve de feu Harris Caplan, Masha Lifschitz, épouse séparée de biens de Mendel Lifschitz et dûment autorisée par lui, Bella Shulak, épouse séparée de biens de Bennie Shulak et dûment autorisée par lui, Lea Bronson, épouse séparée de corps et de biens de Edile Bronson, Margie Kahlenberg, épouse séparée de biens de Bennie Kahlenberg et dûment autorisée par lui et Grace Verner, épouse séparée de biens de Charles Verner et dûment autorisée par lui, toutes ménagères, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Prêter de l'argent sans intérêt, escompte ou toute charge quelconque à des personnes pauvres et indigentes, soulager les gens qui sont dans un besoin temporaire et les secourir pour les empêcher de sombrer dans le paupérisme, sous le nom de "Ladies Free Loan Society".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Ladies Free Loan Society

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1949, incorporating without share capital: Rebecca Caplan, widow of the late Harris Caplan, Masha Lifschitz, wife separate as to property of Mendel Lifschitz and duly authorized by him, Bella Shulak, wife separate as to property of Bennie Shulak, and duly authorized by him, Lea Bronson, wife separate as to bed and board from Edile Bronson, Margie Kahlenberg, wife separate as to property of Bennie Kahlenberg, and duly authorized by him, and Grace Verner, wife separate as to property of Charles Verner, and duly authorized by him, all housewives, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To lend money free of interest, discount, or any charge whatsoever to poor and indigent persons, relieve people in temporary distress, and render them such aid as to prevent them from sinking into pauperism, under the name of "Ladies Free Loan Society".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General
this fifteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

25404

Daté du bureau du Procureur général, le
quinze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

25404-o

La Salle Finance Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du onze juin 1949, constituant en corporation: Roger Lacoste, C.R., avocat, d'Outremont, Julien Latendresse, comptable, de Montréal, tous deux du district judiciaire de Montréal, et Gaston Rondeau, avocat de Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions d'une compagnie de placements; sujet à la Loi des Assurances de Québec et aux règlements faits sous son empire, agir comme courtiers en assurance et comme agents et courtiers pour le placement, les prêts, les paiements, les transmissions et l'encaissement de deniers, sous le nom de "La Salle Finance Company", avec un capital de \$225,000, divisé en 2,250 actions de \$100 chacune, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$55,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

25404-o

**La Société d'Aide à la Centrale
Nationale de la J. O. C.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Mathieu, journaliste, Paul-Émile Cholette, vendeur d'imprimerie, Roger Gelineau, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en corporation toutes les personnes qui sont ou deviendront membres de la corporation et qui désirent aider la Centrale Nationale de la J.O.C., sous le nom de "La Société d'Aide à la Centrale Nationale de la J.O.C."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

25404-o

**Léonard & Léonard Limitée
Léonard & Léonard Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1949, constituant en corporation: Lucille Morissette, opératrice, Annette Morissette, modiste, et René Bédard, avocat,

La Salle Finance Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of June, 1949, incorporating: Roger Lacoste, K.C., advocate, of Outremont, Julien Latendresse, accountant, of Montreal, both of the judicial district of Montreal, and Gaston Rondeau, advocate, of Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company; subject to the Quebec Insurance Act and the by-laws made under its jurisdiction; to act as insurance brokers and as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of monies, under the name of "La Salle Finance Company", with a capital stock of \$225,000 divided into 2,250 shares of \$100 each, and the amount of capital stock with which the company will commence operations is \$55,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

25404

**La Société d'Aide à la Centrale
Nationale de la J. O. C.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Mathieu, journalist, Paul-Émile Cholette, printing salesman, Roger Gelineau, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To group into a corporation all those persons who are or who may become members of the corporation and who desire to assist the "Centrale Nationale de la J.O.C.", under the name of "La Société d'Aide à la Centrale Nationale de la J.O.C."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

25404

**Léonard & Léonard Limitée
Léonard & Léonard Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1949, incorporating: Lucille Morissette, operator, Annette Morissette, milliner, and René Bédard, advocate, all of the city and judi-

tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de plomber et de couvreur-ferblantier, sous le nom de "Léonard & Léonard Limitée"—"Léonard & Léonard Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25404-o

L. DÉSILETS.

Les Immeubles Murdock Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1949, constituant en corporation: John Murdock, contracteur, des cité et district judiciaire de Québec, Paul Murdock et Graig Murdock, contracteurs, de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir et posséder des biens mobiliers et immobiliers, et tous droits et privilèges relatifs ou se rapportant à ceux, sous le nom de "Les Immeubles Murdock Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le deux juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25404-o

L. DÉSILETS.

Original Textiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuf juin 1949, constituant en corporation: Ben Schecter, Moses Moscovitch, avocats, et Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, producteurs, tricoteurs, fileurs, vendeurs et marchands de produits textiles, draps, matières, tissus et étoffes de toutes descriptions, habits, habillements et vêtements, nouveautés d'aucune sorte et description, sous le nom de "Original Textiles Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25404

L. DÉSILETS.

Propriété des Ecores Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date

cial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of plumber and roofer-tinsmith, under the name of "Léonard & Léonard Limitée"—"Léonard & Léonard Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25404

Deputy Attorney General.

Les Immeubles Murdock Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1949, incorporating: John Murdock, contractor, of the city and judicial district of Quebec, Paul Murdock and Craig Murdock, contractors of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To acquire, hold and own immovable and movable property, and the rights and privileges connected with or attached to same, under the name of "Les Immeubles Murdock Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1949.

L. DÉSILETS.

25404

Deputy Attorney General.

Original Textiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of June 1949, incorporating: Ben Schecter, Moses Moscovitch, advocates, and Margaret McMartin, clerk, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, producers, knitters and spinners, and vendors of and dealers in textiles, cloths, materials, fabrics and tissues of all descriptions, clothing, garments and wearing apparel, novelties of every kind and description, under the name of "Original Textiles Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of the par value of \$100 each, and 100 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

25404-o

Deputy Attorney General.

Propriété des Ecores Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day

du neuf juin 1949, constituant en corporation: Léo Fréchette, commerçant, Joseph Daoust, commis, et Jacqueline Larivée, célibataire, majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'administrateur de propriétés et de faire tout placement de sommes d'argent dans la propriété tant immobilière que mobilière;

Exercer l'industrie d'une compagnie immobilière et foncière de placement et de développement en général, sous le nom de "Propriété des Écores Incorporée", avec un capital de \$40,000, divisée en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404-o L. DÉSILETS.

of June, 1949, incorporating: Léo Fréchette, merchant, Joseph Daoust, clerk, and Jacqueline Larivée, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of administrator of properties and make any investments of sums of money in property whether immovable or movable;

To carry on the business of a real estate, investment and development company in general, under the name of "Propriété des Écores Incorporée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404 Deputy Attorney General.

Réfrigération du Golfe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1949, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon et J.-Claude Gagnon, avocats, tous de la ville de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machineries et d'outillages, d'articles de quincaillerie et de sport, d'appareils électriques, sous le nom de "Réfrigération du Golfe Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le sept juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404-o L. DÉSILETS.

Réfrigération du Golfe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1949, incorporating: Paul Emile Gagnon, Gilles Gagnon and J. Claude Gagnon, advocates, all of the town of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal in machinery and equipment, hardware and sporting goods, electrical appliances, under the name of "Réfrigération du Golfe Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404 Deputy Attorney General.

Riverin & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1949, constituant en corporation: Pierre Riverin, Isidore Riverin et Julien Riverin, contracteurs, des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Agir comme contracteurs, entrepreneurs, couvreurs, importateurs, vendeurs de béton, ciment, asphalte, feuille de métal de toute espèce, matériaux à couverture, sous le nom de "Riverin & Fils Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404-o L. DÉSILETS.

Riverin & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1949, incorporating: Pierre Riverin, Isidore Riverin and Julien Riverin, contractors, of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To act as contractors, roofing-contractors, importers of and dealers in concrete, cement asphalt, sheet metal of all kinds and roofing materials, under the name of "Riverin & Fils Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404 Deputy Attorney General.

R. Martineau, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1949, constituant en corporation: Rosario Martineau, pharmacien, de la cité d'Outremont, Alfred Martineau, industriel, et G.-Henri Seguin, notaire, tous deux de la cité

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1949, incorporating: Rosario Martineau, pharmacist, of the city of Outremont, Alfred Martineau, industrialist, and G. Henri Seguin, notary, both of the city of Montreal,

de Montreal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs et faire entreprendre et exécuter des contrats pour toutes sortes de constructions, sous le nom de "R. Martineau, Limitée", avec un capital de \$125,000, divisé en 1,250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404-o L. DÉSILETS.

Sharon Dress Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mai 1949, constituant en corporation: Philip Katz, Saul Katz, manufacturiers, et Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montreal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer et entreprendre la fabrication de vêtements et habits pour enfants et bébés, robes, manteaux, costumes et blouses pour dames, vêtements pour dames, habits et vêtements de toutes sortes pour hommes et garçons, sous le nom de "Sharon Dress Manufacturing Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 537a ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404 L. DÉSILETS.

Simard Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1949, constituant en corporation: Gérard Simard, Sylva Simard, garagistes, et Philippe Lauzon, comptable, tous de la ville de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme commerçants ou manufacturiers d'automobiles, de camions, d'aéroplanes, de motocyclettes, de moteurs, d'accessoires sous leurs formes et descriptions les plus diverses, sous le nom de, "Simard Automobile Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404-o L. DÉSILETS.

Ste-Agathe Drive Yourself Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors and to undertake and perform contracts for all kinds of construction works, under the name of "R. Martineau, Limitée", with a capital stock of \$125,000, divided into 1,250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404 Deputy Attorney General.

Sharon Dress Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1949, incorporating: Philip Katz, Saul Katz, manufacturers, and Philip S. Garonce, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and contracting of children's and infant's wear, and wearing apparel, ladies' dresses, cloaks, suits, blouses, ladies' wear, men's and boys' wear and clothing of all kinds, under the name of "Sharon Dress Manufacturing Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 common shares of \$100 each, and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at 537a St. Catherine St. West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25404-o Deputy Attorney General.

Simard Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1949, incorporating: Gérard Simard, Sylva Simard, garage keepers, and Philippe Lauzon, accountant, all of the town of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as dealers in or manufacturers of automobiles, trucks, aeroplanes, motorcycles, motors and the accessories for same under their most varied forms and descriptions, under the name of "Simard Automobile Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25404 Deputy Attorney General.

Ste-Agathe Drive Yourself Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth

du quinze juin 1949, constituant en corporation Yvan Forget, garagiste, Dame Marguerite Brunet Forget, épouse contractuellement séparée de biens de Yvan Forget, tous deux de Ste-Agathe-des-Monts, et Gérard Forget, électricien, de la paroisse de St-Adolphe d'Howard, tous du district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le négoce de loueurs et locuteurs d'automobiles et véhicules de toute autre espèce et description et de voituriers privés pour le transport, sous le nom de "Ste-Agathe Drive Yourself Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le quinze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25404-o

L. DÉSILETS.

The J. Hardt Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1949, constituant en corporation: Max Liverman, Julius Briskin, avocats, Jack Klineberg, notaire, et Annie McNamee, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épluchoirs de légumes, machines à trancher, machines à "barbecue", accessoires de cuisines, ascenseurs, transporteurs et tous matériaux, articles ou choses de même nature, sous le nom de "The J. Hardt Mfg. Inc."

Le capital autorisé de la compagnie se composera de 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et de 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; la compagnie commencera ses opérations avec la somme de \$36,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,

25404

L. DÉSILETS.

United Auto Parts (La Malbaie) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du neuf juin 1949, constituant en corporation: Alice Boire, sténographe, fille majeure, Claude Ducharme et Jean-Paul Ste-Marie, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, et faire le commerce en général de toutes sortes d'automobiles, avions, bateaux, moteurs, engins, ainsi que de toutes fournitures, accessoires, parties, pièces, morceaux et outils s'y rapportant, sous le nom de "United Auto Parts (La Malbaie) Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

day of June, 1949, incorporating: Yvan Forget, garage keeper, Dame Marguerite Brunet Forget, wife separate as to property by marriage contract of Yvan Forget, both of Ste-Agathe-des-Monts, and Gérard Forget, electrician, of the parish of St-Adolphe d'Howard, all of the judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of lessors and renters of automobiles and vehicles of all kinds and descriptions and to act as private carrier for transportation purposes, under the name of "Ste-Agathe Drive Yourself Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

25404

The J. Hardt Mfg. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1949, incorporating: Max Liverman, Julius Briskin, advocates, Jack Klineberg, notary, and Annie McNamee, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in vegetable peelers, slicers, barbecue machines, equipment for kitchen, elevators, conveyors and any materials, articles or things of a similar nature, under the name of "The J. Hardt Mfg. Inc."

The authorized capital of the company is to consist of 3,000 preferred shares of the par value of \$10, each, and 4,000 common shares without nominal or par value; the company will commence its operations with the sum of \$36,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

25404-o

United Auto Parts (La Malbaie) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of June, 1949, incorporating: Alice Boire, stenographer, spinster, Claude Ducharme and Jean Paul Ste-Marie, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in all kinds of automobiles, planes, boats, motors, engines and also all supplies, accessories, parts spare parts, pieces and tools connected therewith, under the name of "United Auto Parts (La Malbaie) Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each, and 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le neuf juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404-o L. DÉSILETS.

York Underwear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze juin 1949, constituant en corporation: Joseph Druker, Moses Steinberg, marchands, de la cité d'Outremont et Simon Steinberg, marchand, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer, acheter et vendre des vêtements de toute description, sous le nom de "York Underwear Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1949.

L'Assistant-procureur général,
25404 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404 Deputy Attorney General.

York Underwear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity, with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of June, 1949, incorporating: Joseph Druker, Moses Steinberg, merchants, of the City of Outremont, and Simon Steinberg, merchant, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and selling clothing of every description, under the name of "York Underwear Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of June, 1949.

L. DÉSILETS,
25404-o Deputy Attorney General.

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Transport et des Débardeurs du Havre de Québec, navigation océanique, établi en exécution du décret numéro 728 du 7 juillet 1949, et dont le siège social est situé à Québec, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 785 du 20 juillet 1949 (section "D").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juillet 1949. 25423-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Transport et des Vérificateurs et Tonneliers du Havre de Montréal, établi en exécution du décret numéro 695 du 29 juin 1949, et dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 785 du 20 juillet 1949 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juillet 1949. 25426-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and by-laws of the Joint Shipping and Ocean Longshoremen's Committee, Harbour of Québec, formed under decree number 728 of July 7, 1949, and who corporate seat is located in Québec, have been approved by Order in Council number 785 of July 20, 1949 (Part "D").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 30, 1949. 25423-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and by-laws of the Joint Shipping and Checkers' and Coopers' Committee, Harbour of Montreal, formed under decree number 695 of June 29, 1949, and whose corporate seat is in Montreal, have been approved by Order in Council number 785 of July 20, 1949 (part "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 30, 1949. 25426-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de Transport et des Débardeurs du Port de Montréal, navigation océanique, établi en exécution du décret numéro 693 du 29 juin 1949, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 785 du 20 juillet 1949 (section "C").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juillet 1949. 25424-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Transport et des Lambrisseurs du Port de Montréal, établi en exécution du décret numéro 694 du 29 juin 1949, et dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 785 du 20 juillet 1949 (section "B").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juillet, 1949. 25425-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modifications suivante au décret numéro 2162 du 20 août 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans l'île de Montréal, la cité de Saint-Lambert, la municipalité de Saint-Antoine de Longueuil et la ville de Jacques-Cartier.

Le paragraphe "bb" suivant sera ajouté à l'article III:

"bb) Cependant, dans la ville de Jacques-Cartier les heures de travail seront réparties comme suit:

Entre 8.30 a.m. et 8.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi;

Entre 8.30 a.m. et 9.00 p.m. le samedi et la veille des fêtes chômées."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juillet 1949. 25427-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941,

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and by-laws of the Joint Shipping and Ocean Longshoremen's Committee, Harbour of Montreal, formed under decree number 693 of June 29, 1949, and whose corporate seat is in Montreal, have been approved by Order in Council number 785 of July 20, (part "C").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 30, 1949. 25424-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and by-laws of the Joint Shipping and Shipliners' Committee, Harbour of Montreal, formed under decree number 694 of June 29, 1949, and whose corporate seat is in Montreal, have been approved by Order in Council number 785 of July 20, 1949 (part "B").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 30, 1949. 25425-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 2162 of August 20, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdressing trades in the Island of Montreal, the city of St. Lambert, the municipality of St. Antoine de Longueuil and the town of Jacques-Cartier.

The following subsection "bb" will be added to section III:

"bb) However, in the town of Jacques-Cartier, the hours of work are distributed as follows:

Between 8.30 a.m. and 8.00 p.m., Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday;

Between 8.30 a.m. and 9.00 p.m. Saturday and holiday eves."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 30, 1949. 25427-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAW

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and

chapitre 163 et amendements), que le règlement spécial ci-après mentionné, adopté par le comité conjoint de l'Industrie de la fabrication du métal en feuille, en date du 28 juin 1949, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 785 du 20 juillet 1949 (section "F") et qu'en vertu de ladite loi, ses dispositions ont été déclarées obligatoires.

"Tenue d'un registre: Conformément aux dispositions du paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire rend obligatoire pour tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 593 du 8 juin 1949, la tenue d'un registre dans lequel sont indiqués les nom, prénom et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, l'heure exacte à laquelle le travail fut commencé interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et les salaires payés avec mention du mode et de la période de paiement, ainsi que tout autre renseignement jugé utile pour la mise à exécution du décret."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juillet 1949.

25421-o

amendments), that the special by-law hereafter mentioned, adopted by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry on June 28, 1949, has been approved by Order in Council number 785 of July 20, 1949, (Part "F") and that in pursuance of the said Act, its provisions have been rendered obligatory.

"Keeping of Register: In accordance with paragraph "g" of Article 20 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee renders obligatory, for all professional employers regulated by Decree number 593 of the 8th of June 1949, the keeping of a register in which are shown the name in full and residence of each employee in their employ, his competency, the exact hour at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of the work and wages paid, with mention of the method and time of payment, and all other information deemed useful in the application of the Decree."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 30, 1949.

25421-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec établi en exécution du décret numéro 2991, du 10 novembre 1937, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 726 du 7 juillet 1949, (section "A"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 3 octobre 1949 au 1er juillet 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leur salaire fixe et de leurs pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent reçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé et adressé au comité paritaire avec les cotisations le ou avant le mercredi suivant la date

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 2991, of November 10, 1937 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 726 of July 7, 1949, Part "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the 3rd of October 1949, to the 1st of July 1950 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the fixed wages and commissions paid to their employees subject to the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their fixed wages and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have his reports filed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer must be signed and sent to the Parity Committee, together with levies, on or before that Wednesday

d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assurément dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'Industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1949 et le 1er juillet 1950.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES VÊTEMENTS D'HOMMES ET DE GARÇONS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Etat des revenus et déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1949 et le 30 juin 1950.

Disponibilités au 1er juillet 1949.	\$40,900.00
Obligations du Gouvernement Fédéral.	31,000.00
	\$71,900.00
<i>Revenus probables:</i>	
Cotisations des employeurs, 1/4 de 1%	\$28,125.00
Cotisations des salariés, 1/4 de 1%.	28,125.00
(Prélèvement pour neuf mois—du 3 octobre 1949 au 30 juin 1950)	\$56,250.00
Revenu des loyers.	1,500.00
Intérêts—compte d'Épargne.	25.00
Dividendes—Obligations du Gouvernement fédéral.	15.00
Domages-intérêts liquidés: employeurs.	100.00
Domages-intérêts liquidés: salariés	100.00
	\$57,990.00
<i>Disponibilités prévues pour déboursés.</i>	<i>129,890.00</i>
<i>Déboursés probables:</i>	
Administration.	\$ 8,320.00
Secrétaire.	2,781.00
Salaires des inspecteurs (y compris boni de Noël).	19,980.00
Salaires des employés de bureau (y compris boni de Noël).	26,278.00
Frais généraux de déplacement, allocations pour voiture et dépenses.	9,000.00
Jetons de présence (21 membres—y compris frais de déplacement).	2,500.00
Entretien de l'immeuble (combustible, taxes, électricité et gaz, services du concierge, etc.).	3,500.00
Améliorations et réparations à l'immeuble.	1,000.00
Assurances (y compris cautionnement du caissier).	410.00
Dépenses et frais légaux.	4,500.00
Impression.	1,000.00
Vérification des livres.	600.00
Papeterie et dépenses du bureau (y compris l'entretien et la location des machines).	1,000.00
Frais de poste.	750.00

following the date of expiration of the period for which it is requirable.

The Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, for the period comprised between July 1st, 1949, and July 1st, 1950, is annexed hereto.

THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S AND BOY'S CLOTHING INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and expenditures for the period of July 1st, 1949 to June 30th, 1950.

Estimated cash on hand as at July 1st, 1949.	\$40,900.00
Bonds — Dominion of Canada.	31,000.00
	\$71,900.00
<i>Estimated revenue:</i>	
Employers': 1/4 of 1% Levy.	\$28,125.00
Employees': 1/4 of 1% Levy.	28,125.00
(Levy for nine months, Oct. 3rd 1949 to June 30th, 1950)	\$56,250.00
Rent income.	1,500.00
Interest, savings account.	25.00
Dividends, Dominion Government Bonds.	15.00
Liquidated damages: employer's.	100.00
Liquidated damages: employees'.	100.00
	\$57,990.00
<i>Estimated amount available for expenditures.</i>	<i>129,890.00</i>
<i>Estimated expenditures:</i>	
Administration.	\$ 8,320.00
Secretary.	2,781.00
Inspectors' salaries (including Xmas Bonus).	19,980.00
Office salaries (including Xmas Bonus).	26,278.00
General travel, auto and expense allowance.	9,000.00
Meeting expenses (21 members, attendance fees and travelling expenses).	2,500.00
Maintenance of property (fuel, taxes, light and gas, janitor service, etc.).	3,500.00
Improvements and repairs to property.	1,000.00
Insurance (including cashier's bond)	410.00
Legal fees and expenses.	4,500.00
Printing.	1,000.00
Audit Fees	600.00
Stationery and office expenses (including service and rental of office machines).	1,000.00
Postage.	750.00

Ameublement et accessoires de bureau.	300.00	Furniture and office equipment.	300.00
Téléphone et télégraphe.	600.00	Telephone and telegraph.	600.00
Dépenses diverses (y compris abonnements aux journaux, magazines, achat de livres.	1,000.00	Miscellaneous expenses (includes subscriptions to periodicals, books)	1,000.00
Assurance-chômage.	250.00	Unemployment insurance.	250.00
Assurance-groupe des employés.	1,450.00	Employees' group insurance.	1,450.00
Réserve pour dépenses imprévues. . .	7,500.00	Provision for unforeseen expenses. . .	7,500.00
	\$92,719.00		\$92,719.00
Disponibilités prévues pour le 30 juin 1950.	\$37,171.00	Estimate of available funds as at June 30th, 1950.	\$37,171.00
Le Sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY.		GÉRARD TREMBLAY, Deputy Minister of Labour.	
Ministère du Travail, Québec, le 30 juillet 1949.	25422-0	Department of Labour, Quebec, July 30, 1949.	25422-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec, établi en exécution du décret numéro 974, du 30 juin 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 786 du 20 juillet 1949, section "B"; le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 17 juillet 1949 au 16 juillet 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessus mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur liste de paye totale pour les salariés régis par le décret.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur rémunération totale.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé, assermenté, et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, established under decree number 974 of June 30, 1948, has been authorized by by-law approved by Order in Council number 786 of July 20, 1949, part "B" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from July 17th 1949 to July 16th 1950, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Joint Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of the total wages paid to their employees, governed by the decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Joint Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of their total wages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms which must be filled in according to the by-laws of the Committee. The professional employer shall see to it that these reports be forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sworn to before it is sent to the Parity Committee within a delay of fifteen (15) days after the expiration of the period for which it is exigible.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Joint Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements foreseen by the Joint Com-

Meuble de Québec, à compter du 17 juillet 1949 au 16 juillet 1950.

mittee of the Furniture Industry of Quebec, for the period extending from July 17, 1949 to July 16, 1950.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DU COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DE QUÉBEC
Du 17 juillet 1949 au 16 juillet 1950

PROPOSED BUDGET OF THE JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUEBEC
From July 17, 1949 to July 16, 1950

Revenus probables:

Estimé des gages pour l'année . . .	\$8,200,000.00
1/5 de 1% des employeurs professionnels	\$16,400.00
1/5 de 1% des salariés	16,400.00
	<u>\$32,800.00</u>

Revenues (estimated)

Estimate of Annual Wages	\$8,200,000.00
1/5 of 1% from Professional Employers	\$16,400.00
1/5 of 1% from Employees	16,400.00
	<u>\$32,800.00</u>

Dépenses probables:

Salaire du secrétaire	\$ 4,000.00
Loyer	1,211.00
Éclairage	45.00
Taxes d'eau et d'affaires	75.00
Téléphone	128.00
Articles divers	150.00
Entretien et réparations	531.00
Sténographe	1,560.00
Administration	1,560.00
Vérification	2,860.00
Comptabilité	1,144.00
Statisticiennes	2,080.00
Inspecteur	3,900.00
Assistant-Inspecteur	2,600.00
Dépenses de voyages:	
Insp. et secrétaire	3,000.00
Dépenses des membres du Comité	3,500.00
Téléphones et télégrammes	300.00
Frais légaux	1,000.00
Frais de vérification	400.00
Impression & Papeterie	500.00
Timbres-Poste	350.00
Dépenses générales	300.00
Frais bancaires	80.00
Mauvaises créances	50.00
Réserve	1,476.00
	<u>\$32,800.00</u>

Expenses (estimated):

Secretary's Salary	\$ 4,000.00
Rent	1,211.00
Light	45.00
Water & Business Taxes	75.00
Telephone	128.00
Miscellaneous Articles	150.00
Maintenance & Repairs	531.00
Stenographer	1,560.00
Administration	1,560.00
Audition	2,860.00
Accounting	1,144.00
Statisticians	2,080.00
Inspector	3,900.00
Assistant-Inspector	2,600.00
Travelling Expenses:	
Inspector and Secretary	3,000.00
Expenses:	
Members of the Committee	3,500.00
Long Distance Calls and telegrams	300.00
Legal Fees	1,000.00
Audition Fees	400.00
Printing & Stationery	500.00
Postage	350.00
General Expenses	300.00
Bank Fees	80.00
Bad Debts	50.00
Reserve	1,476.00
	<u>\$32,800.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juillet 1949. 25441-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 30, 1949. 25441-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, a été autorisée par le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 786 du 20 juillet 1949, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er août 1949 au 31 juillet 1950, et s'exerce de la façon suivante:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, established under decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 786 of July 20, 1949, part "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from August 1st, 1949 to July 31st 1950. Such levy shall be imposed as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee

somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires et des autres rémunérations payés à leurs employés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire et autres rémunérations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'attestation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné, des cotisations dues, doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministère du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et déboursés prévus de la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la Province de Québec pour la période comprise entre le 1er août 1949 et le 31 juillet 1950.

Recettes et dépenses probables de la Commission conjointe pour l'Industrie de la Robe de la Province de Québec pour la période comprise entre le 1er août 1949 et le 31 juillet 1950.

Revenus probables:

Basé sur 9,000 salariés au salaire moyen de \$22.00 par semaine, pour 38 semaines, approximativement	
\$7,800,000.00, comme suit:	
Cotisations des salariés, $\frac{1}{2}$ de 1% . . .	\$39,000.00
Cotisations des employeurs professionnels, $\frac{1}{2}$ de 1%	39,000.00
Revenu provenant de placements. . . .	1,200.00
	\$79,200.00

Dépenses probables:

Salaires:	
Administration	\$16,740.00
Inspecteurs.	22,260.00
Bureau.	19,800.00
	\$58,800.00

Déboursés en général:

Loyer, taxes, assurance.	5,000.00
Papeterie, impressions et frais de poste.	2,800.00
Frais légaux et de vérification	2,600.00
Téléphone et électricité.	700.00
Frais de déplacements des inspecteurs.	3,500.00

a sum equivalent to one-half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of the wages and other remuneration paid to their employees.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of their wages and other remuneration.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of such assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money received during the current week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employers shall see to it that these reports be completed and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each of the employees, the sums payable to the Parity Committee.

The report of each professional employer shall be duly signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact a sworn report when it shall deem such an action to be advisable.

The report together with all assessments due, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month following the month for which said report is required.

3. Financial Report

According to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall send a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec for the period between August 1st, 1949, and July 31st, 1950.

Budget or estimate of receipts and expenses of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, for the period comprised between August 1st, 1949 to July 31st, 1950.

Estimated Income:

Based on 9,000 employees, each earning an average of \$22.00 per week for 38 weeks, approximately \$7,800,000.00 as follows:	
Employees Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%) . . .	\$39,000.00
Professional employers Assessments.	39,000.00
($\frac{1}{2}$ of 1%).	39,000.00
Income from Investments	1,200.00
	\$79,200.00

Estimated expenses:

Salaries:	
Administration	\$16,740.00
Inspectors.	22,260.00
Office.	19,800.00
	\$58,800.00

Overhead:

Rent, Taxes, Insurance.	5,000.00
Stationery, Printing and Postage	2,800.00
Legal and Auditing.	2,600.00
Telephone and Lighting.	700.00
Inspectors Travel Expenses.	3,500.00

Assurance chômage.	250.00	Representatives Expenses.....	250.00
Dépenses des délégués.	250.00	Unemployment Insurance	250.00
Depenses générales	5,000.00	General Expenses	5,000.00
Dépréciation: ameublement et agencement	300.00	Depreciation: Furniture and Fixtures	300.00
	<u>\$20,400.00</u>		<u>\$20,400.00</u>
	\$79,200.00		\$79,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juillet 1949. 25439-o

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 30, 1949. 25439-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 99, du 29 janvier 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 786, du 20 juillet 1949, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal, formed under decree number 99 of January 29, 1948, has been authorized by a by-law, approved by Order in Council number 786 of July 20, 1949, part "C", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisations

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 1er août 1949, au 31 juillet 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from August 1st, 1949 to July 31st, 1950, and apply as herein-after mentioned:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par le décret numéro 99.

a) The professional employers governed by the Decree shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to Decree No. 99.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 99 doivent également payer au Comité paritaire, $\frac{1}{2}$ de 1% des sommes gagnées dans l'exécution d'un travail régi par ledit décret.

b) All the artisans subject to Decree No. 99 must also pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages earned for work governed by the said Decree.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

c) The employees governed by the Decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire tous les mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed return forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it deems advisable.

Le rapport, accompagné des prélèvements, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which said report is requireable.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall pre-

présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre, et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, pour la période comprise entre le 1er août, 1949, et le 31 juillet 1950.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE
DES ACCESSOIRES DE MODE DANS L'ÎLE DE
MONTRÉAL

Etat des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 1er août 1949 et le 31 juillet 1950.

<i>Revenus:</i>	
Cotisations des employeurs professionnels.....	\$3,750.00
Cotisations des salariés.....	3,750.00
	\$7,500.00
<i>Dépenses:</i>	
Salaires.....	\$4,200.00
Inspection.....	1,100.00
Frais légaux et d'administration.....	800.00
Loyer.....	540.00
Dépenses de bureau (éclairage, taxes, comptabilité, assurance, téléphone).....	500.00
Impression et papeterie.....	200.00
Frais généraux et d'assemblées.....	160.00
	\$7,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juillet 1949. 25440-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret, et ses amendements, comme suit:

1° L'article II sera amendé en ajoutant après le paragraphe "l" le paragraphe "m" suivant:

"m) Le terme "gérant de magasin" signifie et comprend tout employé qui, ne gagnant pas \$3,500.00 par année, a la charge de l'administration et la responsabilité entière d'un ou de plusieurs établissements commerciaux ou entreprises privées régis par le présent décret."

2° Le paragraphe "g" de l'article III sera amendé en remplaçant les chiffres "\$35.00" par "\$41.50".

3° Le paragraphe "i" de l'article III sera amendé en ajoutant à la fin du premier alinéa ce qui suit:

"Le salarié qui, au premier juin, n'aura pas complété une année de service continu pour le même employeur ou dans le même établissement aura droit à autant de demie journée de vacances qu'il aura de mois d'emploi."

4° Le paragraphe "k" de l'article III sera amendé en ajoutant à la fin ce qui suit:

sent a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal for the period comprised between August 1, 1949 and July 31st, 1950 is hereto annexed.

THE PARITY COMMITTEE OF THE FASHION
ACCESSORIES ON THE ISLAND
OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 1, 1949, and July 31, 1950.

<i>Income:</i>	
Levy upon professional employers.....	\$3,750.00
Levy upon employees.....	3,750.00
	\$7,500.00
<i>Expenditures:</i>	
Salaries.....	\$4,200.00
Inspection.....	1,100.00
Administrative & legal fees.....	800.00
Rent.....	540.00
Office overhead (Light, Taxes, Accountancy, Insurance, Telephone).....	500.00
Printing & Stationery.....	200.00
General & Meeting.....	160.00
	\$7,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 30, 1949. 25440-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware, paint and building materials trade in the district of Québec, rendered obligatory by the decree number 1090 of March 7, 1940, have submitted to him a request to amend the said decree, and its amendments, as follows:

1° Section II will be amended by adding, after subsection "l", the following subsection "m":

"m) The words "store manager" mean and include every employee who earns less than \$3,500.00 per year and is entrusted with the administration and entire responsibility of one or more commercial establishments or private concerns governed by the present decree."

2° Subsection "g" of section III will be amended by replacing the amount of "\$35.00" by that of "\$41.50".

3° Subsection "i" of section III will be amended by adding the following at the end of the first paragraph thereof:

"The employee who, on June 1st, has not completed a year of continuous service for the same employer or in the same establishment is entitled to as many half-days of vacation as he has months of service."

4° Subsection "k" of section III will be amended by adding the following thereto:

"Jusqu'à soixante-douze (72) heures par semaine: pour tout travail exécuté en plus de (72) soixante-douze heures par semaine, ces salariés devront être payés au taux et demi du salaire payé, calculé sur cinquante et une (51) heures pour déterminer le taux horaire."

5° L'article IV sera amendé en remplaçant les taux de salaires y mentionnés par les suivants:

"Up to seventy-two (72) hours per week: work done in excess of seventy-two (72) hours per week shall be paid to these employees at the rate of time and a half the wages paid, computed upon fifty-one (51) hours to determine the hourly rate."

5° Section IV will be amended by replacing the wage rates therein mentioned by the following ones:

Occupation:	par semaine	Occupation:	per week
a) 1. Gérant	\$50.00	a) 1. Manager	\$50.00
2. Chef-comptable	44.50	2. Chief-accountant	44.50
3. 1er commis à la Vente	44.50	3. Head sales clerk	44.50
4. 1er commis à Réception et Expédition	41.50	4. Head receiving and shipping clerk	41.50
5. 1er commis aux Commandes ..	41.50	5. Head order clerk	41.50
6. 1er commis d'Entrepôt	38.50	6. Head warehouse clerk	38.50
b) Livreur	35.00	b) Delivery-man	35.00
c) Aide-livreur (moins de 21 ans) ..	21.50	c) Delivery-man helper:	
(21 ans et plus)	25.50	(under 21 years of age)	21.50
d) Messenger	11.00	(21 years of age and over)	25.50
f) Personnel masculin de bureau (teneur de livres):		d) Messenger	11.00
Durant 1ère année	16.00	f) Male Office clerk (book-keeper):	
Durant 2ième année	19.50	During 1st year	16.00
Durant 3ième année	21.50	During 2nd year	19.50
Durant 4ième année	25.50	During 3rd year	21.50
Durant 5ième année	30.00	During 4th year	25.50
Durant 6ième année	33.00	During 5th year	30.00
Durant 7ième année	36.00	During 6th year	33.00
Durant 8ième année	38.50	During 7th year	36.00
Durant 9ième année	41.50	During 8th year	38.50
g) Commis à la vente et aux écritures des commandes:		During 9th year	41.50
Durant 1ère année	15.00	g) Clerk, selling and taking in orders:	
Durant 2ième année	18.00	During 1st year	15.00
Durant 3ième année	21.50	During 2nd year	18.00
Durant 4ième année	24.50	During 3rd year	21.50
Durant 5ième année	29.00	During 4th year	24.50
Durant 6ième année	32.00	During 5th year	29.00
Durant 7ième année	34.00	During 6th year	32.00
Durant 8ième année	37.50	During 7th year	34.00
Durant 9ième année	41.50	During 8th year	37.50
h) Commis à la réception et à l'expédition:		During 9th year	41.50
Durant 1ère année	16.00	h) Receiving and shipping clerk:	
Durant 2ième année	19.50	During 1st year	16.00
Durant 3ième année	21.50	During 2nd year	19.50
Durant 4ième année	25.50	During 3rd year	21.50
Durant 5ième année	28.00	During 4th year	25.50
Durant 6ième année	30.00	During 5th year	28.00
Durant 7ième année	31.00	During 6th year	30.00
Durant 8ième année	33.00	During 7th year	31.00
Durant 9ième année	35.00	During 8th year	33.00
hh) Commis d'entrepôt:		During 9th year	35.00
Moins de 20 ans	22.50	hh) Warehouse clerk:	
20 ans et plus mais moins 5 ans d'expérience	26.50	Under 20 years of age	22.50
5 ans et plus d'expérience	30.00	20 years of age and over, but having less than 5 years' experience	26.50
i) Commis aux commandes:		5 or more years' experience	30.00
Durant 1ère année	16.00	i) Order clerk:	
Durant 2ième année	19.50	During 1st year	16.00
Durant 3ième année	21.50	During 2nd year	19.50
Durant 4ième année	25.50	During 3rd year	21.50
Durant 5ième année	28.00	During 4th year	25.50
Durant 6ième année	30.00	During 5th year	28.00
Durant 7ième année	32.00	During 6th year	30.00
Durant 8ième année	35.00	During 7th year	32.00
Durant 9ième année	37.50	During 8th year	35.00
k) Commis supplémentaire	0.80	During 9th year	37.50
l) Commis surnuméraire	0.53	k) Extra clerk	0.80
m) Personnel féminin de bureau:	par semaine	l) Supernumerary clerk	0.53
Durant 1ère année	16.00	m) Female office clerk:	
Durant 2ième année	19.50	During 1st year	16.00
Durant 3ième année	23.50	During 2nd year	19.50
		During 3rd year	23.50

Durant 4 ^{ème} année	26.50	During 4th year	26.50
mm) Autres salariés féminins:		mm) Other female employees:	
Durant 1 ^{ère} année	15.00	During 1st year	15.00
Durant 2 ^{ème} année	18.00	During 2nd year	18.00
Durant 3 ^{ème} année	21.50	During 3rd year	21.50
Durant 4 ^{ème} année	23.50	During 4th year	23.50
n) Ouvrier de métier qualifié	36.00	n) Skilled tradesman	36.00
Ouvrier de métier non qualifié	34.00	Unskilled tradesman	34.00
o) Apprenti de métier:	l'heure	o) Trade apprentice:	per hour
1 ^{ère} année	0.32	1st year	0.32
2 ^{ème} année	0.37½	2nd year	0.37½
3 ^{ème} année	0.42½	3rd year	0.42½
4 ^{ème} année	0.48	4th year	0.48
p) Employé senior	par semaine	p) Senior employee:	par semaine
Moins de 25 ans	32.00	Under 25 years of age	32.00
25 ans et plus	35.00	25 years of age and over	35.00
Employé junior	15.00	Junior employee	15.00

q) Le salaire hebdomadaire des Gardiens de Nuit exécutant ou non de l'ouvrage général sera de \$30.00 par semaine."

6° Le deuxième alinéa du paragraphe "r" de l'article IV sera amendé en remplaçant "\$30.00" par "\$25.00".

7° Le sous-paragraphe "l" du paragraphe "t" de l'article IV sera abrogé et remplacé par le suivant:

"1) En plus de la semaine régulière de travail de chaque établissement et jusqu'à cinquante et une (51) heures: Salaire régulier."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juillet 1949. 25448-o

q) The weekly wages for night watchmen, performing general work or not, shall be \$30.00."

6° The second paragraph of subsection "r" of section IV will be amended by replacing the amount of "\$30.00" by that of "\$25.00".

7° Paragraph "l" of subsection "t" of section IV will be repealed and replaced by the following:

"1) Beyond the standard work week of each establishment and to the extent of fifty-one (51) hours: Regular rate of pay."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 30, 1949. 25448-o

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 726

Québec, le 7 juillet 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du Comité conjoint des barbiers et coiffeuses de Victoriaville.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail.

QUE le paragraphe "b" de la section I (cotisation) du règlement de prélèvement du Comité conjoint des barbiers et coiffeuses de Victoriaville, approuvé par l'arrête en conseil numéro 1634-D du 2 décembre 1948, soit remplacé par le suivant:

"b) Les artisans barbiers, coiffeurs et coiffeuses régis par ledit décret, numéro 98, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul du prélèvement dans leur cas, soit \$46.25."

A. MORISSET,
25418-o Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 726

Quebec, July 7, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "B"

CONCERNING an amendment of the levy by-law of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT subsection "b" of part I (assessments) of the levy by-law of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville, approved by Order in Council number 1634-D of December 2, 1948, be replaced by the following:

"b) The barber and hairdresser artisans governed by the said decree, number 98, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the weekly wages set as a basis for computing their assessments, i.e. \$46.25."

A. MORISSET,
25418-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro-786

Québec, le 20 juillet 1949.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 482-A du 7 avril 1948, soit prolongé jusqu'au 1er octobre 1949, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

25437-o

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 787

Québec, le 20 juillet 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

MODIFICATION du décret relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'est de la province.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Abitibi, Rouyn, Noranda, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé, rendue obligatoire par le décret numéro 3824 du 12 octobre 1944, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 mai 1949;

ATTENDU qu'une objection a été formulée et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 3824, soit modifié comme suit:

1° Le Syndicat des Employés des Communautés religieuses de Rivière-du-Loup et le Syndicat National Catholique des Employés d'Hôpitaux de Shawinigan Falls Inc., sont acceptés comme parties co-contractantes et leurs noms sont ajoutés, dans le décret, aux parties de deuxième part.

2° Le sous-paragraphe "i" du paragraphe "c" de l'article II est remplacé par le suivant:

"i) les médecins, chirurgiens, dentistes, pharmaciens et les ingénieurs civils";

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 786

Quebec, July 20, 1949.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Building Trades Joint Committee for Hull District.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the right of levy of the Building Trades Joint Committee for Hull District, formed under decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, authorized by a by-law approved by Order in Council number 482-A of April 7, 1948, be extended until October 1, 1949, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

25437-o

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 787

Quebec, July 20, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "A"

AMENDMENT of the decree relating to the charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the Eastern district of the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the judicial districts of Quebec, Three Rivers, Abitibi, Rouyn, Noranda, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé, rendered obligatory by the decree number 3824 of October 12, 1944, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 28, 1949;

WHEREAS one objection has been made and it has been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 3824, be amended as follows:

1. "Le Syndicat des Employés des Communautés religieuses de Rivière-du-Loup" and "Le Syndicat national catholique des Employés d'Hôpitaux de Shawinigan Fall Inc." are accepted as co-contracting parties and their names are added, in the decree, to the parties of the second part.

2. Paragraph "i" of subsection "c" of section II is replaced by the following:

"i) physicians, surgeons, dentists, druggists and civil engineers".

3° Les sous-paragraphes 4, 5, 6 et 7 du paragraphe "g" de l'article III sont remplacés par les suivants:

"4) Les mots "Aide-technicienne" désignent toute personne employée dans l'une des fonctions suivantes: aide pour les travaux spécifiques du laboratoire, du département des Rayons X, de la chirurgie, de la pharmacie, du département de l'électrothérapie.

5) Le mot "Couturière" désigne toute personne employée à la couture, et qui travaille aux réparations et à la confection dans le tissu neuf ou usagé, soit à la main ou à la machine à coudre.

6) Le mot "Tailleuse" désigne toute personne employée à la confection des patrons ou qui travaille au taillage et à l'ajustage, ou à la confection des uniformes requis dans les hôpitaux (pour hommes ou femmes).

7) Le mot "Cuisinière" désigne toute personne qui a la responsabilité générale de la cuisine d'une institution ou d'une partie importante d'une telle cuisine, par exemple: cuisson des viandes, pâtisseries, régimes diététiques.

8) Les mots "Aide-cuisinière" désignent les personnes qui généralement aident à la cuisine et qui ne sont pas comprises dans la définition de cuisinière.

9) Les mots "Buandière et employée des salles de repassage" désignent les personnes employées au lavage, au repassage ou autres travaux de buanderie.

10) Les mots "Employée de service" désignent toute personne qui généralement aide aux travaux domestiques dans les différentes maisons d'hospitalisation.

11) Les mots "Employée Junior" désignent toute personne qui, ayant été élevée dans un hospice ou un orphelinat, consent pour une année, en vue d'acquiescer un peu d'expérience, à demeurer et à travailler dans l'institution susdite; cette année ne compte pas pour l'expérience stipulée dans le présent décret."

4° Les paragraphes "a", et "b" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

3. Paragraphs 4, 5, 6 and 7 of subsection 'g' of section III are replaced by the following:

"4. The words "technician's helper" mean any female person engaged in one of the following functions: helper in a given laboratory operation, in the X-Ray department, the surgery department, drugs department, electro-therapy department.

5. The word "Seamstress" means any person who sews, repairs or makes garments with new or old material, either by hand or machine.

6. The word "Female Tailor" means any person who makes patterns and cuts and fits garments or makes hospital uniforms (for men or women).

7. The words "Female cook" mean any person entrusted with the general responsibility of the kitchen of an institution or part thereof, such as: meat cooking, pastry-making, diets preparation.

8. The words "Female cook's helper" mean those who, generally, do helper's work in the kitchen and are not included in the definition of female cook.

9. The words "Female-laundress and pressing rooms employees" mean those persons who do the washing, pressing and other laundry operations.

10. The words "Service female employee" mean any person who, generally, do menial work in the various hospital homes.

11. The words "Junior employee" mean any person, brought up in a home or an orphanage, accepting for one year, in order to acquire experience, to remain and work in the said institution; such period of one year is not considered in the computing of service periods stipulated in the present decree."

4. Subsections "a" and "b" of section IV are replaced by the following:

ZONES

	I	II	III
	Par semaine	Per week	
a) <i>Infirmières régulières—Regular nurses:</i>			
Les premiers six (6) mois—First six (6) months.	\$29.00	\$29.00	\$29.00
Après six (6) mois—After six (6) months.	31.00	31.00	31.00
Après un (1) an—After one (1) year.	34.00	34.00	34.00
b) <i>Employés réguliers du sexe masculin—Regular male employees:</i>			
1° <i>Mécanicien de machine fixe—Stationary engine man:</i>			
i) <i>Chief—Chief</i>			
1ère Classe—1st Class.	62.00	62.00	62.00
2ème Classe—2nd Class.	51.00	51.00	49.00
3ème Classe—3rd Class.	45.00	45.00	43.00
ii) <i>Mécanicien—Engineman</i>			
2ème Classe—2nd Class.	\$ 0.82	\$ 0.82	\$ 0.79
3ème Classe—3rd Class.	0.72	0.72	0.69
4ème Classe—4th Class.	0.67	0.67	0.64
2° <i>Ouvrier spécialisé de la machinerie—Skilled machinery worker</i>	0.87	0.87	0.87
3° <i>Employé en charge d'un département: \$3.00 de plus que le salaire maximum de sa catégorie dans sa zone territoriale pour une semaine régulière de travail—Employee in charge of a Department: \$3.00 in excess of the maximum rate of his category in his territorial zone for a standard work week.</i>			
4° <i>Chauffeur—Fireman</i>	0.59	0.59	0.56
5° <i>Cuisinier-chef, Boulanger-chef, Boucher-chef, Buandier-chef, Cordonnier-chef—Chief-cook, chief-baker, chief-butcher, chief-laundress, chief-shoemaker.</i>	\$41.00	\$40.00	\$39.00
5a <i>Assistant-chef cuisinier—Assistant chief-cook.</i>	39.00	38.00	37.00
6° <i>Cuisinier, Boucher, Buandier, Cordonnier, Boulanger—Cook, butcher, launderer, shoemaker, baker:</i>			
Les premiers six (6) mois—First six (6) months.	31.00	29.00	27.00
Après six (6) mois—After six (6) months.	36.00	34.00	32.00
Après un (1) an—After one (1) year.	38.00	37.00	36.00

		ZONES		
		I	II	III
		Par semaine—Per week		
7°	Conducteur de véhicule-automobile — Motor-vehicle driver:			
	Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	25.00	23.00	21.00
	Après six (6) mois — After six (6) months.	28.00	26.00	24.00
	Après un (1) an — After one (1) year.	30.00	28.00	26.00
	Après deux (2) ans — After two (2) years.	32.00	30.00	28.00
	Après trois (3) ans — After three (3) years.	35.00	33.00	32.00
	Après quatre (4) ans — After four (4) years.	38.00	37.00	36.00
8°	i) Infirmier ou gardien des malades — Orderly or patient attendant:			
	Les premiers six (6) mois — First (6) months.	25.00	25.00	25.00
	Après six (6) mois — After six (6) months.	28.00	28.00	28.00
	Après un (1) an — After one (1) year.	30.00	30.00	30.00
	Après deux (2) ans — After two (2) years.	33.00	32.00	32.00
	Après trois (3) ans — After three (3) years.	35.00	34.00	34.00
	Après quatre (4) ans — After four (4) years.	38.00	37.00	36.00
8°	ii) Infirmier certifié — Certificated orderly:			
	Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	29.00	29.00	29.00
	Après six (6) mois — After six (6) months.	34.00	34.00	34.00
	Après un (1) an — After one (1) year.	39.00	39.00	39.00
8°	iii) Infirmier diplômé — Orderly with a diploma:			
	Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$32.00	\$32.00	\$32.00
	Après six (6) mois — After six (6) months.	37.00	37.00	37.00
	Après un (1) an — After one (1) year.	42.00	42.00	42.00
5°	Le deuxième alinéa du paragraphe "c" de l'article IV est remplacé par le suivant: 5. The second paragraph of subsection "c" of section IV is replaced by the following:			
"2)	Dans les régions où il n'y a pas de décret — In districts to which no decree applies:			
	i) Ouvrier qualifié — Skilled worker.	\$37.00	\$37.00	\$33.00
	ii) Journalier — Labourer.	29.00	29.00	27.00
6°	Les paragraphes "d" et "e" de l'article IV sont remplacés par les suivants: 6. Subsections "d" and "e" of section IV are replaced by the following:			
d)	Employés non compris dans les emplois précédents — Employees not included in the foregoing enumeration:			
	Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$24.00	\$23.00	\$21.00
	Après six (6) mois — After six (6) months.	26.00	25.00	23.00
	Après un (1) an — After one (1) year.	28.00	27.00	25.00
	Après deux (2) ans — After two (2) years.	31.00	30.00	28.00
	Après trois (3) ans — After three (3) years.	33.00	32.00	30.00
	Après quatre (4) ans — After four (4) years.	36.00	35.00	33.00
e)	Employées régulières du sexe féminin — Regular female employees:			
1°	Surveillante en charge d'un département — Department Superintendent (female):			
	Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$15.00	\$15.00	\$15.00
	Après six (6) mois — After six (6) months.	17.00	17.00	17.00
	Après un (1) an — After one (1) year.	19.00	19.00	19.00
	Après deux (2) ans — After two (2) years.	20.00	20.00	20.00
	Après trois (3) ans — After three (3) years.	21.00	21.00	21.00
2°	Tailleuse — Female Tailor:			
	Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$16.00	\$16.00	\$16.00
	Après six (6) mois — After six (6) months.	17.00	17.00	17.00
	Après un (1) an — After one (1) year.	18.00	18.00	18.00
	Après deux (2) ans — After two (2) years.	19.00	19.00	19.00
	Après trois (3) ans — After three (3) years.	20.00	20.00	20.00
3°	Employée de bureau, institutrice, aide-technicienne, cuisinière — Office employee, teacher, technician's helper, cook:			
	Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$14.00	\$13.00	\$12.00
	Après six (6) mois — After six (6) months.	15.00	14.00	13.00
	Après un (1) an — After one (1) year.	17.00	16.00	15.00
	Après deux (2) ans — After two (2) years.	18.00	17.00	16.00
	Après trois (3) ans — After three (3) years.	19.00	18.00	17.00
4°	Employée de service, aide-cuisinière, buandière, couturière, employée des salles de repassage — Female service employee, Female cook's helper, Female Launderer, Seamstress, Pressing rooms employees:			
	Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$12.00	\$11.00	\$10.00
	Après six (6) mois — After six (6) months.	14.00	13.00	12.00
	Après un (1) an — After one (1) year.	15.00	14.00	13.00
	Après deux (2) ans — After two (2) years.	16.00	15.00	14.00
	Après trois (3) ans — After three (3) years.	17.00	16.00	15.00
5°	Employée junior — Junior employee (female).	\$10.00	\$10.00	\$10.00
6°	Employée non comprise dans les emplois précédents — Female employee not included in foregoing enumerations:			
	Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$11.00	\$10.00	\$ 9.00
	Après six (6) mois — After six (6) months.	13.00	12.00	11.00
	Après un (1) an — After one (1) year.	14.00	13.00	12.00
	Après deux (2) ans — After two (2) years.	15.00	14.00	13.00
	Après trois (3) ans — After three (3) years.	16.00	15.00	14.00

7° Le paragraphe "l" suivant est ajouté à l'article V:

"l) Les surveillantes de nuit travaillant à l'hôpital St-Michel-Archange et dans les institutions qui lui sont affiliées et sous son contrôle, savoir: Pavillon Dufrost, École La Jemmerais, Clinique Roy-Rousseau, Sanatorium Mastaï, doivent recevoir un supplément de \$2.00 par semaine au delà du salaire minimum prévu par le décret pour les surveillantes de jour dans ces institutions, lesquelles sont comprises dans la catégorie des employées de service, en raison de leur travail effectué la nuit et des tâches plus lourdes qui alors leur incombent."

8° Le paragraphe "i" suivant est ajouté à l'article VI:

i) Nonobstant les dispositions des paragraphes "b" et "f" du présent article, les infirmiers ou gardiens des malades, les infirmiers certifiés et les infirmiers diplômés auront la semaine normale suivante et ce, dans les institutions ci-après désignées:

1. De 57 heures, réparties en moyenne sur une période de 3 semaines:

i. dans les hôpitaux généraux de la classe A-1, à l'Hôtel-Dieu de Québec et dans les asiles d'aliénés.

ii. à partir du 1er septembre 1949, dans les hôpitaux des classes A-2 et A-3 ainsi que dans les sanatoriums.

2. De 54 heures, réparties en moyenne sur une période de 3 semaines, à partir du 1er septembre 1949, dans les hôpitaux généraux de la classe A-1, à l'Hôtel-Dieu de Québec et dans les asiles d'aliénés.

3. Dans les autres institutions régies par le présent décret, la semaine normale de travail desdits employés est de 60 heures réparties en moyenne sur une période de trois semaines.

4. Les hôpitaux généraux des classes A-1, A-2 et A-3 sont des institutions définies au sous-paragraphe 1, paragraphe "a", article III, et dont telle classification est faite par arrêté ministériel."

9° Les paragraphes "f" et "g" suivants sont ajoutés à l'article XI:

"f) Le droit aux vacances est acquis au 1er mai de chaque année.

g) Si un salarié ayant au moins six (6) mois de service, quitte son emploi ou est congédié avant la période choisie pour son congé, il a droit de toucher de son employeur une indemnité en argent équivalente aux congés payés qu'il a gagnés jusqu'à telle époque."

10° La clause intitulée "note", apparaissant à la fin de l'article II (chapitre 1), est radiée.

(Document "A" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,

25438-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 787

—
Québec, le 20 juillet 1949

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

—
Section "B"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

7. The following subsection "l" is added to section V:

"l) Night female superintendents working for the St. Michel-Archange Hospital and the institutions affiliated thereto or under its control, namely: Pavillon Dufrost, La Jemmerais School, Roy-Rousseau Clinic, Mastaï Sanatorium, shall receive an extra of \$2.00 per week in excess of the minimum wage rates provided for in this decree for day female superintendents in such institutions which are included in the category of female service employees because of night work which entails heavier duties."

8. The following subsection "i" is added to section VI:

"i) Notwithstanding the provisions of subsection "b" and "f" of the present section, the orderlies or patient attendants, the certified orderlies and the orderlies with diplomas shall work the following standard week in the institutions hereafter designated:

1. An average of 57 hours per week distributed on a 3-week period:

i. in the general hospitals of class A-1, L'Hôtel-Dieu of Quebec and mental hospitals.

ii. from September 1, 1949, in hospitals of classes A-2 and A-3 and in sanatoriums.

2. An average of 54 hours per week distributed, on a 3-week period, as from September 1, 1949 in general hospitals of class A-1, L'Hôtel-Dieu of Quebec and mental hospitals.

3. In the other institutions governed by the present decree, the standard work week of the said employees shall be one of 60 hours distributed in average, on a 3-week period.

4. The general hospitals of classes A-1, A-2 and A-3 are institutions defined in paragraph 1, subsection "a" of section III, whose classification is established by Order in Council."

9. The following subsections "f" and "g" are added to section XI:

"f) The right to a vacation is acquired on May 1 of each year.

g) Should an employee with a minimum of six (6) months of service leave his occupation or is discharged before the period set for his vacation he shall receive from his employer a cash compensation equivalent to the vacation remuneration which he has earned up to that period."

10. The clause headed "Note", at the end of section II (chapter 1), is deleted.

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

25438-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 787

—
Quebec, July 20, 1949.

Présent: The Lieutenant Governor in Council

—
Part "B"

CONCERNING an extension of the decree relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE le décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, relatif à l'Industrie et aux métiers de la construction, dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle, soit prolongé jusqu'au 1er octobre 1949.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

25447-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 787

Québec, le 20 juillet 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans les cités de Québec, Lévis et Sillery, les villes de Québec-ouest et Lauzon et la municipalité de Giffard.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans les cités de Québec, Lévis et Sillery, les villes de Québec-ouest et Lauzon et la municipalité de Giffard, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 17 mai 1944, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 juin 1949;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre son approbation et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 1658, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "j" suivant est ajouté à l'article I:

"j) Le terme "caissière" désigne toute salariée préposée à la caisse et qui, dans la zone I, ne prépare pas de commandes."

2° Le paragraphe "a" de l'article III est remplacé par le suivant:

"a) La semaine régulière et normale de travail dans les établissements assujettis au présent décret est de cinquante-et-une heures et demie (51½), réparties comme suit:

"1. Les lundis, mardis, mercredis, jeudis et samedis: de 8 heures a.m. à 6 heures p.m.

"2. Le vendredi: de 8 heures a.m. à 10 heures p.m."

3° Les mots "en autant que l'employé aura travaillé la veille et le lendemain du jour chômé" sont ajoutés à la fin du paragraphe "d" de l'article III.

4° Les mots "et, dans la zone I seulement, de la caissière" sont ajoutés après les mots "employés surnuméraires", dans le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article IV.

5° Le deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"Toutefois, dans le cas d'un nouveau salarié, aucun employeur n'est tenu de l'admettre dans la classification avant quinze (15) jours écoulés

THAT the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle be extended until October 1, 1949.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

25447-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 787

Quebec, July 20, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the food products retail trade in the cities of Québec, Lévis and Sillery, the towns of Québec-West and Lauzon and the municipality of Giffard.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products retail trade in the cities of Québec, Lévis and Sillery, the towns of Québec-West and Lauzon and the municipality of Giffard, rendered obligatory by the decree number 1658 of May 17, 1944, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 4, 1949;

WHEREAS one objection has been made against its approval and it has been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, number 1658, be amended as follows:

1. The following subsection "j." is added to section I:

"j) The word "cashier" means any female employee committed to the cash and who, in zone I, does not prepare orders."

2. Subsection "a" of section III is replaced by the following:

"a) The regular and standard work week in the establishments governed by the present decree is one of fifty-one hours and a half, distributed as follows:

"1. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

"2. Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

3. The words "provided the employee has worked the day before and the day after the day off." are added at the end of subsection "d" of section III.

4. The first paragraph of subsection "a" of section IV is amended by adding, after the words "temporary employees", the words "and, in zone I only, of the cashier".

5. The second paragraph of subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"However, in the case of a new employee, no employer is compelled to admit him into the classification before fifteen (15) days have

de la date de l'engagement et, durant cette période, le nouveau salarié a droit au salaire de la classe "D".

6° Au paragraphe "a" de l'article V:

a) Les dispositions suivantes sont ajoutées à la suite des classifications de salariés rémunérés à un taux horaire.

	Zone I	Zone II
"Caissière	\$0.35 l'heure"	

b) Les alinéas 1 et 2 sont remplacés par les suivants:

	Zone I	Zone II
Taux hebdomadaire	homme	femme

1. Salariés travaillant à la vente de la viande et des produits de la viande:

Classe A	\$39.00	\$31.27	\$25.00
Classe B	33.00	27.85	20.00
Classe C	27.00	21.85	16.50
Classe D	17.00	17.00	14.50

2. Salariés travaillant à la vente des autres produits alimentaires:

Classe A	\$36.00	\$28.27	\$25.00
Classe B	30.00	24.85	20.00
Classe C	24.00	18.85	16.50
Classe D	16.50	16.50	14.50"

7° Les mots "à moins qu'ils ne changent de catégories d'employés chez leurs dits employeurs" sont ajoutés à la fin du premier alinéa du paragraphe "b" de l'article V.

8° Les mots "cinquante-six heures" apparaissant dans le troisième alinéa du paragraphe "b" de l'article V, sont remplacés par les mots "cinquante-et-une heures et demie (51½)".

9° Le paragraphe "c" de l'article V est remplacé par le suivant:

"c) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux régulier du salaire jusqu'à 56 heures par semaine et, après 56 heures, au taux de salaire et demi calculé sur le taux du décret pour la semaine normale de travail ou sur le taux du salaire payé si ce dernier taux est supérieur."

10° Les mots "quarante-cinq heures" apparaissant au paragraphe "i" de l'article V, sont remplacés par les mots "quarante (40) heures".

11° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "a" de l'article VI:

Toute entente entre l'employeur et le salarié à l'effet d'octroyer au salarié cette semaine de vacances en dehors de la période ci-dessus prévue est permise, à la condition que cette entente soit écrite et transmise au Comité paritaire."

12° Le mot "non" est ajouté après les mots "sept jours", dans le paragraphe "e" de l'article VI.

(Document "C" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,

25447-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 787

Québec, le 20 juillet 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur, et coiffeuse dans la région de Québec.

elapsed from the date of employment and, during such period, the new employee is entitled to class "D" wages.

6. In subsection "a" of section V:

a) The following provisions are added after the classification of employees paid on an hourly basis.

	Zone I	Zone II
"Cashier	\$0.35 per hour"	

b) Paragraphs 1 and 2 are replaced by the following:

	Zone I	Zone II
Weekly rates	male	female

1. Employees working at the sale of meat and meat products:

Class A	\$39.00	\$31.27	\$25.00
Class B	33.00	27.85	20.00
Class C	27.00	21.85	16.50
Class D	17.00	17.00	14.50

2. Employees working at the sale of other food products:

Class A	36.00	28.27	25.00
Class B	30.00	24.85	20.00
Class C	24.00	18.85	16.50"
Class D	16.50	16.50	14.50"

7. The words "unless placed into another category of employees with the same employer." are added at the end of the first paragraph of subsection "b" of section V.

8. In the third paragraph of subsection "b" of section V, the words "fifty-six (56)" are replaced by the words "fifty-one and a half (51½)".

9. Subsection "c" of section V is replaced by the following:

"c) All overtime work shall be remunerated at the rate of single time up to 56 hours of work per week and, after 56 hours, at the rate of time and a half the rates set in the decree for the standard work week or time and a half the rate actually paid when the latter is higher."

10. In subsection "i" of section V, the words "forty-five hours" are replaced by the words "forty hours".

11. The following paragraph is added to subsection "a" of section VI:

"Any agreement between the employer and the employee for the purpose of granting this vacation week to the employee outside the period above mentioned is permitted providing such agreement be in writing and approved by the Parity Committee."

12. In subsection "e" of section VI, in the eleventh line, the word "non" is added after the words "shall comprise seven".

(Document "C" annexed to the Order).

A. MORISSET,

25447-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 787

Quebec, July 20, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Quebec.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3365 du 1er septembre 1944, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 juin 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1° QUE ledit décret, numéro 3365, soit modifié comme suit:

L'alinéa intitulé "Zones I et II" apparaissant au paragraphe "a" de l'article VII est remplacé par les suivants:

Toute l'année—The year round

(sauf juillet et août)—(excepting July and August)

Lundi—Monday.	1.00 p.m. à-to 6.30 p.m.
Mardi—Tuesday.	9.00 a.m. à-to 6.30 p.m.
Mercredi—Wednesday.	9.00 a.m. à-to 6.30 p.m.
Jeudi—Thursday.	9.00 a.m. à-to 6.30 p.m.
Vendredi—Friday.	9.00 a.m. à-to 9.00 p.m.
Samedi—Saturday.	9.00 a.m. à-to 6.30 p.m.

Toutefois, durant les semaines comportant un jour de fête chômé mentionné à l'article X, les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 6.30 p.m. les lundi et samedi.

Cependant, les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 6.30 p.m. le lundi précédant immédiatement les fêtes de Pâques et de Noël."

"Zone II. Durant toute l'année: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: 9.00 a.m. à 6.30 p.m.; le vendredi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m."

2° Que l'arrêté en conseil numéro 762 du 12 juillet 1949, ayant modifié ledit décret, soit rap-

pelé.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
25447-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 787

Québec, le 20 juillet 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "E"

CONCERNANT une correction du décret relatif à l'industrie de la Fabrication des produits de métal en feuille dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail.

QUE le décret numéro 593 du 8 juin 1949, relatif à l'Industrie de la Fabrication des produits de métal en feuille dans l'île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites, soit corrigé comme suit:

1° Au paragraphe "p" de l'article I, les mots "le paragraphe "h" de l'article VII" doivent se lire "le paragraphe "i" de l'article VII".

2° Le paragraphe "c" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"c) Pour avoir droit à la rémunération, il faut, de plus, que les salariés ne soient pas absents le

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 3365 of September 1, 1944, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 4, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

1. THAT the said decree, number 3365, be amended as follows:

The paragraph headed "Zones I and II" mentioned in subsection "a" of section VII is replaced by the following ones:

Juillet—July

Août—August

9.00 a.m. à-to 6.30 p.m.	9.00 a.m. à-to 6.30 p.m.
9.00 a.m. à-to 6.30 p.m.	9.00 a.m. à-to 6.30 p.m.
9.00 a.m. à-to 9.00 p.m.	9.00 a.m. à-to 6.30 p.m.
9.00 a.m. à-to 6.30 p.m.	9.00 a.m. à-to 6.30 p.m.
9.00 a.m. à-to 9.00 p.m.	9.00 a.m. à-to 9.00 p.m.
9.00 a.m. à-to 1.00 p.m.	9.00 a.m. à-to 1.00 p.m.

During the weeks with a holiday mentioned in section X, the hours of work shall be from 9.00 a.m. to 6.30 p.m. on Monday and Saturday.

However, the hours of work are from 9.00 a.m. to 6.30 p.m., on the Monday preceding Easter and Christmas holidays."

"Zone II. The year round Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.; Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m."

2. THAT order in Council number 762 of July 12, 1949, which amended the said decree, be repealed.

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,
25447-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 787

Quebec, July 20, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "E"

CONCERNING a correction of the decree relating to the sheet metal products fabricating industry in the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree number 593 of June 8, 1949, relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits, be corrected as follows:

1. In subsection "p" of section I, the words "in section VII-h" should read "in section VII-i".

2. Subsection "c" of section VI is replaced by the following:

"c) Employees must not be absent on the work day immediately preceding and the one

jour ouvrable qui précède et celui qui suit le congé, exception faite, cependant des absences causées par 1° un décès dans la famille même du salarié; 2° la maladie; 3° une permission écrite de l'employeur; et 4° la participation à un jury."

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

25447-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 716

Québec, le 7 juillet 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la sécurité des ouvriers dans les mines.

ATTENDU que, par l'article 197 de la Loi des Mines, chapitre 196 des Statuts refondus de Québec, 1941, des règlements peuvent être faits par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil concernant la salubrité et la sécurité du travail dans les Mines, de manière à protéger la vie et la santé des ouvriers qui y sont employés;

ATTENDU que les règlements établis en vertu de l'arrêté ministériel numéro 2290, en date du 8 novembre 1939, doivent être modifiés, afin d'assurer aux ouvriers dans les mines une meilleure protection contre les dangers d'incendie et d'explosion, et de prévenir le danger d'accident dans l'extraction par puits de mine.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Mines:

QUE les règlements suivants soient adoptés:

Treux souterrains

144.— Aucun treuil souterrain utilisé à monter ou à descendre des personnes ne doit être installé à une distance moindre de dix pieds d'une descenderie ou d'un puits de mine.

Masques dans les salles de treuil souterraines

145.— L'exploitant doit placer à proximité de chaque treuil souterrain un masque à gaz ou un masque alimenté par un réservoir d'oxygène ou d'air comprimé d'un modèle approuvé par l'inspecteur des Mines.

Feu souterrain interdit

146.— Dans les travaux souterrains, il est interdit d'allumer ou d'alimenter un feu sans en avoir l'autorisation de l'exploitant et avoir reçu les instructions nécessaires, et sans avoir placé à la portée de la main l'équipement nécessaire à combattre les incendies.

Constructions souterraines

147.— Les salles et les cloisons souterraines doivent être situées, bâties et entretenues de façon à éloigner toute cause d'incendie.

Portes coupe-feu

148.— L'exploitant doit installer dans les travaux souterrains un nombre suffisant de portes coupe-feu, afin d'isoler le puits des autres parties de la mine. L'exploitant s'assurera que ces portes coupe-feu sont toujours en état de fonctionner librement.

succeeding the Statutory Holiday in order to qualify for payment, exceptions being made for absence due to 1° death in the immediate family 2° illness; 3° written permission from the employer; and 4° Jury duty".

(Document "E" annexed to the Order)

A. MORISSET,

25447-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 716

Quebec, July 7, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the safety of Workmen in Mines.

THAT, in accordance with Section 197 of the Mining Act, Chapter 196 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, regulations may be made by the Lieutenant-Governor-in-Council, respecting the sanitary condition and safety of the works in mines, so as to protect the life and health of the workmen therein employed;

THAT, the regulations established by Order-in-Council No. 2290, dated November 8th, 1939, shall be further amended to ensure the better protection of workmen in mines from the danger of fire and explosion, and from hoisting operations;

IN CONSEQUENCE, the undersigned recommends that the following regulations be enacted:

Underground Hoists.

144.— No underground hoist shall be used for the raising or lowering of persons unless it is installed at a distance of at least ten feet from any winze or shaft.

Masks in Underground Hoist-rooms.

145.— Every underground hoist-room shall be provided by the operator with a gas mask or self-contained breathing apparatus of a type approved by the Inspector of Mines.

Underground Fires Prohibited

146.— No person shall build, set or maintain a fire underground unless he has received authorization from the operator and suitable instructions for doing so, and only after the necessary fire-fighting equipment has been placed close at hand.

Underground Structures

147.— All underground rooms and enclosures shall be so located, constructed and maintained as to reduce fire hazards to a minimum.

Fire-Doors

148.— The operator shall install a sufficient number of fire-doors underground in order to cut off the shaft from other workings of the mine. The operator shall ensure that these doors are kept in good working order at all times.

Appareils à incendie dans les travaux souterrains

149.— A toutes les recettes de puits et de descenderies, les salles souterraines de concasseurs, de pompes et de machines électriques, l'exploitant doit placer et entretenir en bon état des appareils satisfaisants pour combattre les incendies.

Zone de danger d'incendie

150.— Si, dans l'opinion de l'inspecteur des Mines, il existe un grave danger d'incendie dans une mine, il peut déclarer cette mine ou une partie de cette mine "zone de danger d'incendie".

Sans la permission de l'inspecteur des Mines, et ce, aux conditions qu'il juge à propos, il est interdit, dans cesdites zones, de fumer ou de permettre de fumer, de se servir ou d'avoir en sa possession des allumettes, des lampes à flamme nue ou d'autres moyens de produire de la chaleur.

Aussi longtemps qu'une zone est déclarée dangereuse, l'exploitant est tenu d'y installer et entretenir aux extrémités de ladite zone des écriteaux sur lesquels sont lisiblement indiqués les mots "zone de danger d'incendie".

Plans souterrains

151.— L'exploitant doit maintenir à date des plans complets et exacts de tous les étages; à suivre:

- a) les plans d'arpentage montrant le lieu des grilles à barreaux, couloirs à minerai, chutes, dépôts d'explosifs et sorties d'urgence;
- b) les plans de ventilation;
- c) des plans de tuyauterie, montrant le lieu des soupapes principales d'air et d'eau;
- d) des plans des principaux circuits de distribution électrique.

Dépôt souterrain d'explosifs

152.— Dans les dépôts souterrains, l'emménagement des explosifs, y compris les détonateurs et les mèches, ne doit pas dépasser la quantité requise pour les prochaines quarante-huit (48) heures.

Attachement des câbles

153.— Dans le système d'attache d'un câble par brides de serrage:

- a) la cosse de suspension, doit avoir une longueur d'au moins 12 fois le diamètre du câble, et une largeur d'au moins 8 fois son diamètre;
- b) les brides de serrage ne peuvent pas être distancées l'une de l'autre, de moins de 6 fois le diamètre du câble et leur nombre minimum ne peut être inférieur à 5.

Registre du préposé au treuil

154.— Un registre relatif à chaque treuil de puits ou de descenderie doit être tenu. Le préposé au treuil y consignera:

- a) le rapport des conditions de fonctionnement du treuil y compris freins, embrayages, dispositifs d'enclenchement entre le frein et l'embrayage, indicateurs de profondeur, et tout autres dispositifs et accessoires concernant la sécurité d'opération du treuil;
- b) le rapport des conditions de l'appareil de signalisation, avec consignation de signaux d'une nature douteuse;
- c) les instructions particulières concernant la sécurité des personnes transportées. Chaque détail à cette égard, doit être signé par le préposé au treuil;

Fire-fighting Equipment Underground.

149.— The operator shall provide and maintain suitable fire-fighting equipment at all underground crushers, shaft and winze stations, pump stations, tipples and underground electrical installations.

Fire Hazard Area.

150.— If, in the opinion of the Inspector of Mines, a grave fire hazard exists in a mine, he may designate such mine or a part or parts of such mine as a "Fire hazard Area".

No person shall smoke or be allowed to smoke, use or have in his possession open flame lamps, matches or other means of producing heat or fire in such areas, without the permission of the Inspector of Mines, and under such conditions as he may deem proper.

Such "Fire hazard areas", shall be properly indicated by suitable signs. The operator shall cause such signs to be installed and maintained as long as the area is so designated.

Level Plans

151.— Accurate level plans of all underground workings shall be kept up to date by the operator and shall include:

- a) regular survey plans showing the location of grizzlies, ore passes, chutes, explosives magazines and emergency exits;
- b) ventilation plans;
- c) pipe service plans showing the location of main air and water valves;
- d) electrical survey plans showing main distribution system.

Storage of Explosives Underground

152.— Explosives, including caps and fuse, shall not be stored underground in excess of the necessary supply for forty-eight (48) hours.

Rope Attachments

153.— In clamped rope attachments:

- a) the thimble shall be at least 12 times the diameter of the rope in length and 8 times the diameter of the rope in width;
- b) the clips shall be spaced not less than six times the diameter of the rope and a minimum of five clips shall be used.

Hoistman's Log Book

154.— At every shaft or winge hoist there shall be kept a Hoistman's Log Book in which shall be recorded:

- a) a report of the working condition of the hoist including the brakes, clutches, interlocking devices between the brake and clutch, depth indicators and all other devices and fittings pertaining to the safe operation of the hoist;
- b) a report of the working condition of the signalling apparatus and a notation of any signals received by the hoistman, the accuracy of which he has questioned;
- c) any special instructions received involving the safety of persons. Such entry shall be signed by the hoistman, and by the person issuing the instructions;

d) le rapport des conditions de fonctionnement et tout essai sur les évite-molettes, installés conjointement avec le treuil. Si le préposé d'un poste précédant a exécuté les essais quotidiens sur les évite-molettes, le préposé entrant en fonction devra attester par sa signature dans le registre, qu'il a examiné les entrées du préposé qui a exécuté les essais;

e) le rapport de toute circonstance anormale, en relation avec le treuil, et de ses divers accessoires, ainsi que les conditions anormales, connues du préposé au treuil, et relative aux manœuvres d'extraction;

f) le rapport de tous les voyages d'essai exécutés à la suite d'une interruption de plus de deux heures.

d) a report of the working conditions as well as any tests performed upon the operation of all overwind and underwind devices installed in conjunction with the hoist. If the required daily tests of such overwind and underwind devices are conducted by a hoistman operating on another shift, the hoistman assuming duty shall note over his signature that he has examined the entry in the Log Book of the hoistman who performed the tests;

e) a report of all abnormal circumstances in connection with the operation of the hoist or attachments thereto and such abnormal conditions as have come to his knowledge in connection with the hoisting operations;

f) a report of all trial trips made after any shut down of over 3 hours.

Essais des évite-molettes

155.— Tout dispositif d'évite-molette doit être soumis à un essai, au moins une fois tous les vingt-quatre heures, avec consignation de ces essais dans le registre du préposé au treuil.

Essais des freins

156.— Au commencement de son poste de travail et avant de monter ou descendre la cage ou le skip, le préposé au treuil doit s'assurer que les freins sont en condition satisfaisante, pour maintenir à l'arrêt les charges suspendues sur le tambour correspondant. Il doit s'en assurer en essayant les freins de ces tambours sous la puissance normale de départ du moteur, ou dans le cas d'un treuil électrique sous l'ampérage normal du courant de départ. Il ne doit pas débrayer le tambour de son moteur avant d'avoir accompli cet essai.

Installations nouvelles de treuil

157.— Dans toutes installations nouvelles ou modifications d'installations existantes, aucun treuil ne peut être utilisé pour monter ou descendre les personnes, avant d'accomplir tous les essais nécessaires et à la satisfaction de l'inspecteur des Mines.

Enclenchement du frein et du manchon d'embrayage

158.— Le dispositif d'engrenage entre le frein et l'embrayage doit être installé, de telle manière qu'il ne soit pas possible de débrayer un tambour, à moins que le ou les freins de celui-ci, ne soient appliqués, ni qu'il soit possible de desserrer le ou les freins, jusqu'à ce que l'embrayage du tambour soit engrené.

Boulons et autres accessoires

159.— Tous boulons ou autres accessoires des tambours, freins ou embrayages, offrant des possibilités de desserrage, doivent être verrouillés ou fixés en toute sécurité, au moyen de dispositifs autres que des rondelles de serrage.

Treuils à double tambour

160.— Dans le cas de treuils à double tambour:

a) les cages ou les skips ne doivent pas être régulièrement utilisés pour monter ou descendre les hommes sans être dûment équilibrés;

b) l'exploitation ne doit pas permettre à une personne d'entrer dans une cage ou un skip non équilibré, à moins que cette cage ou skip n'ait

Tests on Overwind Devices

155.— All overwind devices shall be tested at least once in every twenty-four hours and a record of such test shall be posted in the Hoistman's Log Book.

Brakes to be Tested

156.— The hoistman shall, after going on shift and before a conveyance is raised or lowered, assure himself that the brakes are in proper condition to hold the loads suspended on the corresponding drum or drums by testing the brakes of the drums against the normal starting power of the engine or in the case of an electric hoist against the normal starting current. He shall not unclutch a drum of his hoist until such test has been made.

New Hoist Installations

157.— In all new installations or modifications of existing installations, no hoist shall be used for raising or lowering of persons until all tests deemed necessary are carried out to the satisfaction of the Inspector of Mines.

Interlocking Brake and Clutch

158.— The brake and clutch operating gear shall be so installed that it shall not be possible to unclutch any drum unless the brake or brakes on such drum are applied nor shall it be possible to release the brake or brakes until the clutch of the drum is engaged.

Bolts and Fittings

159.— Such bolts and other fittings of the drums, brakes and clutches, as might be a danger in the event of their becoming loosened, shall be rendered secure by means of suitable locking devices other than lock washers.

Double-drum Hoists

160.— In the case of double-drum hoists:

a) the cages or skips shall normally be placed in balance before men are permitted to be hoisted;

b) the operator shall not permit any person to enter a cage or a skip which is not in balance, unless such cage or skip is chaired or otherwise

été mis sur taquets, ou soutenu d'une autre manière indépendamment du câble;

c) le préposé au treuil ne doit pas mettre en déséquilibre les cages ou les skips sans en avertir le préposé à la cage ou au skip.

supported independent of the rope;

c) the cagetender or the skiptender shall be notified by the hoistman when a shaft conveyance is out of balance.

Chûte d'objets dans le puits

Objects Falling down Shaft

161.—Lorsqu'un outil ou tout autre objet tombe dans le puits on doit exécuter immédiatement une inspection complète du puits.

161.—Whenever a tool or other object has fallen down a shaft, a complete inspection shall be carried out immediately.

Appareils à incendie dans tous les bâtiments

Fire-fighting Equipment in all Buildings

162.—Des appareils à incendie seront mis à la disposition des ouvriers par l'exploitant, dans tous les bâtiments où un feu peut mettre en danger la vie des ouvriers.

162.—In all buildings, including headframes, where a fire may endanger the lives of workmen, suitable fire-fighting equipment shall be provided by the operator.

Inspection des appareils à incendie

Inspection of Fire-fighting Equipment

163.—Une personne, dûment autorisée, doit faire un examen mensuel et complet de tout équipement à combattre l'incendie, et faire au gérant un rapport écrit de cette inspection certifiant de l'état de ces appareils.

163.—A properly authorized person shall make a thorough monthly inspection of all fire-fighting equipment and shall make a report in writing to the manager, that such an examination has been made and certifying as to the conditions found.

Protection dans l'usage des chalumeaux

Protection when Torches used

164.—Lorsque des travaux impliquent l'usage de chalumeaux à acétylène, pétrole, gazoline ou autres combustibles dans les travaux souterrains ou dans tout bâtiment, dont la destruction par incendie pourrait rendre dangereux l'accès de la mine, des mesures appropriées de prévention contre les incendies doivent être adoptées par l'exploitant et être strictement observées.

164.—Where operations involving the use of acetylene, kerosene, gasoline or other torches are conducted in underground workings or in any building, the loss of which by fire may endanger the mine entrance, suitable measures for protection against fire shall be adopted by the operator and rigidly adhered to.

Gaz d'alarme

Stench Warning

165.—Toute mine exploitée par puits ou par galerie à flanc de coteau, avec production dépassant 100 tonnes par jour, ainsi que toute autre mine désignée par l'inspecteur doit être pourvue par l'exploitant d'un appareil approuvé, pour assurer la pénétration dans les travaux souterrains d'éthyle mercaptan, ou autre gaz d'alarme, approuvé par l'inspecteur. Ces appareils doivent être disponibles et accessibles en tout temps, et prêts en cas d'urgence à fonctionner pour avertir immédiatement les ouvriers dans les travaux souterrains d'évacuer rapidement les lieux.

165.—Every mine worked from shafts or adits producing over one hundred tons of ore per day and such other mines as may be designated by the Inspector of Mines, shall be equipped by the operator with an approved apparatus for the introduction into the mine workings of ethyl mercaptan or other warning gas approved by the Inspector. Such apparatus shall at all times be made available and kept ready for instant use for the purpose of warning workmen underground of any emergency necessitating a speedy evacuation of the workings.

Allumage des mèches par dispositifs de contrôle-minute

Lighting Fuses with Timed Devices

166.—Sauf dans le cas où le sautage des mines est fait au moyen de l'électricité, et où il faut faire exploser plus d'une charge d'explosifs, les mèches doivent être allumées au moyen d'un dispositif de contrôle-minute approprié.

166.—Except where blasts are fired by electricity, and where more than one explosive charge is to be fired, fuses shall be lighted by means of a suitable timed spitting device.

Que les articles 22, 28, 33, 47, 48, 52, 54, 56, 57, 60 et 71, adoptés par arrêté ministériel numéro 2290, en date du 8 novembre 1939, soient abrogés et remplacés par:

THAT articles 22, 28, 33, 47, 48, 52, 54, 56, 57, 60, 71, enacted by Order-in-Council No. 2290, date November 8th, 1939, be repealed and replaced by:

Echange de signaux

Return Signals

22.—Quand l'appareil de transmission des signaux fonctionne à l'électricité:

22.—Where an electric signalling system is installed:

a) cet appareil doit permettre l'échange des signaux entre chaque recette et la salle du treuil;

a) the system shall be so arranged that the hoistman may return the signal to the person giving the signal;

b) le préposé au treuil doit toujours répondre aux signaux en les répétant, avant de hisser ou de descendre des personnes;

b) the hoistman shall return the signal, where men are about to be hoisted or lowered;

c) dans les travaux de fonçage de puits, un dispositif de signalisation doit être posé de façon

c) in shaft sinking, the signalling device shall be so located that the signals may be seen or

à ce que les signaux soient vus ou entendus par les ouvriers au fond du puits. heard by workmen at the bottom of the shaft.

Chevalement-abri

Shafthouse

28.—Aucun bureau, magasin, atelier de réparations ou autre construction, ne doit être aménagé à l'intérieur d'un bâtiment recouvrant un puits de mine, sans la permission écrite de l'inspecteur des mines.

28.—No office, storage room, repair shop or other construction shall be permitted within a shafthouse without the written permission of the Inspector of Mines.

Emploi de cages de sûreté

Safety Cages to be used

33.—Dans tout puits de mine vertical de plus de quatre cents pieds de profondeur, la circulation du personnel à tous les changements de poste, doit se faire dans des cages de sûreté, munies d'un parachute d'un type reconnu par l'inspecteur, et capable de supporter la cage chargée advenant la rupture du câble. Ces cages seront entourées d'une paroi métallique avec porte; elles seront munies d'un chapeau, consistant en deux tôles d'acier d'épaisseur suffisante, recouvrant toute la cage, de manière à protéger le personnel contre la chute d'objets. Ce règlement ne s'applique pas au fonçage d'un puits de mine.

33.—In vertical shafts over 400 feet in depth safety cages shall be provided for the raising or lowering of men at each change of shift. These cages shall be equipped with safety catches of a type approved by the Inspector of mines and sufficiently strong to hold the loaded cage in case of rupture of the hoisting cable; with a hood made of two sheets of steel of sufficient thickness, covering the whole of the cage in such a manner as to protect the men from falls of objects; and with metallic side casing with doors. This regulation does not apply to shaft sinking.

Treuil électrique

Electric Hoists

47.—Tous treuils électriques doivent être installés de façon que:

47.—All electric hoists shall be so installed that:

a) le ou les freins entrent automatiquement en jeu, sitôt que l'énergie fait défaut;

a) one or more brakes shall be applied automatically to bring the hoist to rest in event of power failure;

b) un disjoncteur coupe le courant et déclenche automatiquement le ou les freins qui immobilisent le treuil en cas d'une surcharge déterminée à l'avance;

b) a circuit breaker equipped with overload and low voltage protective devices will cut off the source of power and result in the automatic application of one or more brakes to bring the hoist to rest in the event of a predetermined overload;

c) au cas où l'attachement du câble dépasserait un point déterminé du chevalement, un dispositif d'évite-molette approprié actionne un disjoncteur qui interrompt le courant électrique et déclenche automatiquement un ou plusieurs freins qui immobilisent le treuil;

c) a suitable overwind device will cause the circuit breaker to cut off the source of power and apply automatically one or more brakes to bring the hoist to rest before the cable attachment may reach the sheave;

d) un commutateur qui, fermé, permet seulement de reculer la cage ou le skip de la mise aux molettes;

d) a back-out switch shall be provided which when closed, will permit backing out of an overwind position only;

e) un commutateur placé près de l'opérateur, permet d'ouvrir le disjoncteur qui coupe le courant et fait appliquer automatiquement le ou les freins qui immobilisent le treuil;

e) an emergency switch, located near the operator, may be opened and cause the circuit breaker to cut off the source of power and apply automatically one or more brakes to bring the hoist to rest;

f) un ampèremètre indiquant en tout temps la charge sur le moteur soit placé en face du préposé au treuil.

f) an ammeter showing the load on the hoist motor at all times shall be installed in front of the hoistman.

Evite-molette auxiliaire

Auxiliary Overwind

48.—Lorsqu'un treuil électrique met en mouvement un skip servant à la circulation du personnel, un dispositif auxiliaire d'évite-molette, prévenant tout risque de déversement inopiné du skip, doit être installé, et mis en service chaque fois que le treuil sert à la circulation du personnel.

48. Where an electric hoist is used for transporting men in skips, an auxiliary overwind device, which will prevent the skip being hoisted to the dumping position, shall be installed and placed in operation at all times that men are handled.

Sauf dans le fonçage de puits, un dispositif auxiliaire d'évite-molette sera installé, de telle sorte qu'une signalisation spéciale puisse, quand le dispositif sera mis en usage, avertir automatiquement les hommes au moment où ils pénètrent dans le skip.

Except in sinking operations, such auxiliary overwind device shall be so installed that a distinctive signal shall be automatically given to the men about to enter the skip when the device is put into operation.

Extraction après un arrêt prolongé

Hoisting after Stoppages

52.—Lorsqu'un treuil est hors d'usage pour fin de réparation ou que les manœuvres de

52. When hoisting has been suspended for repairs or when hoisting has been suspended for

descente et remonte ont été arrêtées pendant plus de deux heures, aucune personne ne doit être descendue ou remontée, jusqu'à ce que la benne, la cage ou le skip ait fait un voyage complet de descente et de remonte dans la partie utilisée du puits. Le préposé au treuil doit consigner ce voyage dans son registre.

Câbles usagés

54.—Aucun câble d'extraction usagé ne doit être installé dans un puits de mine sans une permission écrite de l'inspecteur des Mines.

Registre des câbles

56.—Il est tenu à chaque mine un registre spécial des câbles d'extraction. Pour chaque câble mis en place, l'exploitant consigne l'information suivante, et transmet immédiatement deux copies de ces renseignements au ministre des Mines:

- a) sa composition et sa nature y compris les essais qui ont été faits sur le câble neuf ou ses éléments;
- b) le nom et l'adresse du fabricant;
- c) la date de la première pose, ou de la repose après déplacement, et la nature du service auquel le câble est affecté;
- d) la charge maximum;
- e) les dates des coupages ainsi que les résultats des essais qui auraient été faits;
- f) la date et la nature de tout accident au câble;
- g) la date et la raison de l'enlèvement du câble.

Coefficient de sécurité des câbles

57.—Aux fins de ce règlement, le facteur de sécurité d'un câble, à l'état neuf, signifie le quotient de la charge de rupture divisée par le poids total soulevé par le câble à un point déterminé. Charge de rupture d'un câble signifie la charge de rupture telle qu'indiquée dans le certificat du fabricant.

Chaque câble d'extraction nouvellement installé, doit avoir un facteur de sécurité d'au moins 8.5 à son point d'attache à la cage, la benne ou le skip; le poids total comprend le poids de ladite cage, benne ou skip, augmenté de la charge qu'il contient. Ce câble doit avoir à la molette un facteur de sécurité d'au moins 5, lorsqu'il est entièrement déroulé, le poids total comprenant le poids de la cage, de la benne ou du skip, plus la charge qu'il contient, plus le poids de la partie du câble entre la molette et la cage, la benne ou le skip. Cependant, dans le cas des installations de treuils existantes antérieurement à la mise en vigueur de ce règlement, le facteur de sécurité des câbles d'extraction au moment de la mise en service dans un puits dont la profondeur ne dépasse pas 2,000 pieds, ne doit en aucun temps être inférieur à 6, et pour un puits excédant 2,000 pieds en profondeur, il ne doit pas être inférieur à 5.

Aucun câble d'extraction ne peut demeurer en service lorsque:

- a) en un de ses points la charge actuelle de rupture est inférieure à 90% de la charge de rupture initiale;
- b) l'allongement d'un morceau du câble a diminué en deça de 60% de son allongement originaire au cours d'une épreuve d'essai jusqu'à destruction;

any other purpose for a period of more than two hours, no person shall be raised or lowered until the bucket, cage or skip has made one complete trip up and down the working portion of the shaft, and that trip shall be recorded in the appropriate place in the Hoistman's Log Book.

Used Ropes

54. No hoisting rope which has previously been in use shall be put on anew, except with the written permission of the Inspector of Mines.

Rope Record Books

56. There shall be kept at every mine a special hoisting rope record book. For each rope in use, the operator shall record the following information and shall forward, without delay, copies in duplicate to the Minister of Mines:

- a) its type and construction including any tests made upon the new rope or its constituent wires;
- b) the name and address of manufacturer;
- c) the date rope was put into service or taken out of service, and a record of the kind of service;
- d) the maximum load;
- e) the dates of shortenings, and results of any tests which may have been made;
- f) nature and date of any accident to rope;
- g) date and cause of removal.

Factor of Safety of Ropes

57. For the purpose of this regulation, the factor of safety of a rope, when new, shall mean the number of times the breaking strength of the rope is greater than the total weight supported by the rope at a definite place in such a rope. The breaking strength of the rope shall mean the breaking strength of such a rope as shown in the manufacturer's certificate.

Every hoisting rope, when newly installed, shall have a factor of safety of not less than 8.5 at the end of the rope where it is attached to the shaft conveyance and where the total weight consists of the combined weight of the conveyance plus the weight of the material hoisted. In addition, such hoisting rope shall have a factor of safety of not less than 5 at the head sheave when the rope is fully let out, the total weight consisting of the combined weight of the conveyance plus the weight of the material hoisted plus the weight of that portion of the rope which extends from the head sheave to the conveyance. However, in the case of hoisting installations existing prior to the coming into force of this regulation, the factor of safety of hoisting ropes when newly installed in shafts less than 2000 feet in depth, shall not be less than 6, and in shafts over 2000 feet in depth, shall not be less than 5.

No hoisting rope shall be used when:

- a) at any point in such rope the existing strength has decreased to less than 90% of the original strength of the rope;
- b) the extension of a test piece has decreased to less than 60% of its original extension when tested to destruction;

c) le nombre de fils brisés dans un tour de spire du câble dépasse six;

d) la corrosion du câble est marquée.

Essais sur les câbles d'extraction

60.— Lorsqu'un câble d'extraction est mis en service, et à tous les six mois par suite, un morceau de ce câble, mesurant au moins 8 pieds doit être coupé à l'extrémité inférieure, à un endroit au-dessus de l'attachement. Cet échantillon, identifié par le numéro du rouleau du fabricant, doit être expédié par l'exploitant à un laboratoire d'essai approuvé par l'inspecteur en chef des Mines pour y être soumis à un essai de rupture. Le rapport de cet essai doit être conservé en dossier à la mine et un sommaire enregistré dans le registre des câbles.

Moteur à combustion interne

71.— Aucun moteur à combustion interne ne peut être installé ou mis en marche dans les travaux souterrains. Cependant, l'inspecteur des Mines peut permettre l'usage des locomotives du type diesel, spécialement construites pour les travaux souterrains, si l'exploitant se conforme aux conditions suivantes:

a) la locomotive ne doit être employée que dans les galeries principales de roulage très bien ventilées là où il circule en tout temps un minimum de 10,000 pieds cubes d'air par minute;

b) la locomotive doit être équipée d'un modèle approuvé de nettoyeur et de filtre à gaz d'échappement;

c) le pourcentage de monoxyde de carbone contenu dans les gaz d'échappement ne doit jamais excéder 0.25 en volume;

d) l'exploitant doit maintenir pour chaque locomotive un registre dans lequel il doit y inscrire au moins une fois par poste, le contenu de monoxyde de carbone dans les gaz d'échappement, la quantité d'air pur en pieds cubes par minute, et l'heure du changement de solution dans le nettoyeur.

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

25450-o

c) the number of broken wires in any section of the rope equalling the length of one lay of said rope exceeds six;

d) marked corrosion occurs.

Rope Testing

60. When a hoisting rope is installed, and every six months thereafter, a piece of such rope, not less than 8 feet in length shall be cut off the lower end from a position above the attachment, and this piece, identified by the manufacturer's reel number, shall be sent by the operator to a Rope Testing Laboratory approved by the Chief Inspector of Mines for a breaking test. Certificate of such test shall be kept on file and a summary thereof recorded in the Rope Record Book.

Internal Combustion Engines

71. No internal combustion engines shall be installed or operated underground in any mine. However, Diesel locomotives especially designed for underground use, may be approved by the Inspector of Mines, if the following conditions are observed by the operator:

a) the locomotive shall only be operated in well ventilated haulage-ways, where a minimum of 10,000 cu. ft. of free air per minute is supplied at all times;

b) the locomotive shall be equipped with an approved type of scrubber and filter;

c) the carbon monoxide content of the exhaust gases shall never exceed 0.25 per cent by volume;

d) for each locomotive, the operator shall maintain a log book in which, at least once a shift, shall be recorded the carbon monoxide content of the exhaust gases, the free air supply in terms of cu. ft. per minute, and the time of each change of the solution in the scrubber.

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

25450-o

Avis divers

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que la Grace Church de la dénomination "Associated Gospel Churches", dans la province de Québec, Ville Lasalle, Québec, présentera une requête au Lieutenant-Gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'être constituée en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Eglises, chapitre 311, statuts refondus de la province de Québec 1941 et amendements.

Montréal, 27 juin 1949.

Le Procureur de la requérante,
HOWARD S. ROSS.

57 ouest, rue St-Jacques,
Montréal, Qué.

25280-26-5

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Travailleurs du Bois, Local N° 16", pour l'étude, la défense

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Grace Church, of the Associated Gospel Church is in the Province of Quebec, Ville Lasalle, Quebec, will present a Petition to the Lieut.-Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and Amendments.

Montreal, June 27th, 1949.

HOWARD S. ROSS,
Solicitor for Petitioner.

57 St. James Street West,
Montreal, Que.

25280-26 5-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Travailleurs du Bois, Local N° 16", for the study, de-

et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 juin 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jérôme, comté de Terrebonne.

25405-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

fence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on June 14, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Jérôme, county of Terrebonne.

25405 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le huit avril 1949, les règlements de l'"L'Amicale de Stanislas", comprenant les articles I à IX inclusivement, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q. 1941, chapitre 276, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 avril 1949.

25406-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that, upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on the eighth of April, 1949, approved the by-laws of "L'Amicale de Stanislas", including articles I to IX inclusively, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 25, 1949.

25406 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de la L & L Textiles de Magog", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 juillet 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Magog, comté de Stanstead.

25410-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de la L & L Textiles de Magog", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 13, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Magog, county of Stanstead.

25410 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Travail Ste-Agnès", en date du 15 juillet 1948, dont le siège social est situé à Ste-Agnès de Bellecombe, comté de Rouyn-Noranda, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 juillet 1949.

25411-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Travail "Ste-Agnès", under date the fifteenth day of July, 1948, whereof the head office is at Ste-Agnès de Bellecombe, County Rouyn-Noranda, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of July, 1949.

25411 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération Patronale du Commerce Inc.", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 juin 1949.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

25412-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates under the name of "La Fédération Patronale du Commerce", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June 13, 1949.

The principal place of business of the said Federation is at Québec, judicial district of Québec.

25412 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of

du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C., du Comté de Wolfe", en date du dix-neuf juin 1949, dont le siège social est situé à Saint-Gérard, comté de Wolfe, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 juillet 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25413-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Centre Coopératif Ouvrier de Hull", en date du 9 juillet 1949, dont le siège social est situé à Hull, comté de Hull, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 juillet 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25414-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, en date du 8 juillet 1949, l'Honorable Secrétaire de la Province a autorisé "L'Association des Employés de la Canadian Car & Foundry Company Limited, Usines Turcot & Dominion — Association of Employees of Canadian Car & Foundry Company, Turcot & Dominion Works" à changer son nom en celui de "Montreal Car Builders Union Areas A & B", conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles que modifiées par la Loi 10 George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 juillet 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25415 JEAN BRUCHÉSI.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-RÉMI
(COMTÉ DE NAPIERVILLE)

Avis public au sujet de l'érection en ville de la Municipalité du village de St-Rémi.

Avis est donné qu'à sa dernière séance tenue le quatrième jour de juillet 1949, le Conseil de la Municipalité du village de St-Rémi a décidé, par résolution, de demander au Lieutenant-gouverneur en Conseil, l'émission de lettres patentes enregistrant le territoire de la Municipalité du Village de St-Rémi, en Municipalité de ville, sous le nom de "Ville de St-Rémi", sous l'empire de la loi des Cités et Villes (Statuts Révisés de Québec et 1941, chap. 233).

Le territoire de la nouvelle municipalité sera le même que celui de l'ancienne.

Le chiffre actuel de la population du Village de St-Rémi, tel qu'établi par le recensement ordonné par ce Conseil est de deux mille cinquante-deux âmes (2052).

Donné au Village de St-Rémi, ce 14ième jour de juillet 1949.

Le Secrétaire-Trésorier de la
Municipalité du Village de St-Rémi,
25429-30-4-o JEAN BRASSARD.

foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. du Comté de Wolfe", under date the nineteenth day of June, 1949, whereof the head office is at Saint-Gérard, county of Wolfe, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of July, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25413 Under Secretary of the Province,

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Centre Coopératif Ouvrier de Hull", under date the ninth day of July, 1949, whereof the head office is at Hull, county of Hull, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of July, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25414 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that, on July 8th 1949, the Honourable the Provincial Secretary authorized "L'Association des Employés de la Canadian Car & Foundry Company Limited, Usines Turcot & Dominion — Association of Employees of Canadian Car & Foundry Company, Turcot & Dominion Works" to change its name to that of "Montreal Car Builders Union Areas A & B", pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 14th, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25415-o Under Secretary of the Province.

Province of Quebec

VILLAGE MUNICIPALITY OF ST-RÉMI
(COUNTY OF NAPIERVILLE)

Public notice in view of the erection into a Town of the Municipality of St-Rémi.

Notice is hereby given that at its last meeting held on July the 4th 1949, the Council of the Village Municipality of St-Rémi has decided, by resolution, to apply to the Lieutenant-Governor in Council for the obtaining of letters patent, erecting the territory of the Village Municipality of St-Rémi into a Town Municipality, under the provisions of the Act, regarding Cities and Towns (revised statutes of Québec 1941, chap. 233).

The territory of the new Municipality will be the same as that of the former one.

The actual number of souls in the Village of St-Rémi, as established by a census made upon the order of the Council, is of two thousand and fifty-two (2,052).

Given at the Village of St-Rémi, this 14th day of July 1949.

JEAN BRASSARD,
25429-30-4-o Secretary-Treasurer of the Village
Municipality of St-Rémi.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Augustin", en date du 14 juillet 1949, dont le siège social est situé à Saint-Augustin, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 juillet 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25430-o JEAN BRUCHÉSI.

PEEL-WINDSOR GARAGE INCORPORATED

Règlement N° 10

"Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie "Peel-Windsor Garage Inc." soit augmenté de trois (3) à sept (7) directeurs."

Copie conforme certifiée.
Montréal, 13 juillet 1949.
(Sceau)

25445 Le Secrétaire,
J. S. McFARLAND.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Augustin", under date the fourteenth day of July, 1949, whereof the head office is at Saint-Augustin, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of July, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25430 Under Secretary of the Province.

PEEL-WINDSOR GARAGE INCORPORATED

By-Law No. 10

"That the Board of Directors of "Peel-Windsor Garage Inc." be increased from three (3) to seven (7) directors."

Certified true copy.
Montréal, July, 13th 1949
(Seal)

25445-o J. S. McFARLAND,
Secretary.

NU-TONE PRODUCTS LIMITED

Règlement N° 3-A

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie "Nu-Tone Products Limited," ci-après nommée la compagnie, ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre à six et que le quorum du bureau de direction soit et il est, par les présentes, augmenté de deux à trois.

Montréal, 11 mai 1949.

Copie conforme certifiée.

25446 Le Secrétaire,
G. M. WAIT.

NU-TONE PRODUCTS LIMITED

By-Law No. 3-A

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of "Nu-Tone Products Limited," hereinafter called the Company, as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from four to six and that the quorum of the Board of Directors be and the same is hereby increased from two to three."

Montreal, May 11, 1949.

Certified a true copy.

25446-o G. M. WAIT,
Secretary.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

Department of Agriculture
Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 77-49A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 20 juillet 1949, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

L'ordonnance N° 77-49, publiée dans la Gazette officielle de Québec, du 21 mai 1949 est abrogée.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 77-49A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, July 20, 1949 held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, Omer-E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

Order No. 77-49 published in the Quebec official Gazette of May 21, 1949, is revoked.

The present Order comes into force on the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

25419-0

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT.
Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

25419-0

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières.
Division d'enregistrement des Trois-Rivières.

Avis est par la présente donné que les lots 26-629 à 26-641 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 juin 1949.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

25420-0

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the city of Three-Rivers. Registration Division of Three-Rivers.

Notice is hereby given that lots 26-629 to 26-641 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 28th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

25420-0

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

*Avis est donné par les présentes que les permis et certificat d'enregistrement de l'Union des Tailleurs de Cuir de Québec, constituée en corporation par la loi 51-52 Victoria chapitre 74, expirés le 30 juin 1949, n'ont pas été renouvelés et qu'en conséquence l'enregistrement de ladite société est annulé, en conformité des dispositions de l'article 123 de la Loi des assurances, à compter du 1er juillet 1949.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 25 juillet 1949.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

25431-30-2-0 Surintendant des assurances.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the license and certificate of registration of L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec, incorporated by the act 51-52 Victoria chapter 74, expired on the 30th of June 1949, have not been renewed and that consequently the registration of the said society is cancelled, in accordance with the provisions of section 123 of the Quebec Insurance Act, as from the 1st of July 1949.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 25th of July 1949.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

25431-30-2-0 Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

ATTENDU que Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company, dont le siège social est à Stevens Point, État du Wisconsin, États-Unis d'Amérique, a réassuré tous ses contrats d'assurance effectués dans cette Province avec la Mutual Implement and Hardware Insurance Company, dont le siège social est à Owatonna, État du Minnesota, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat intervenu entre ces deux corporations le 25 novembre 1947 pour prendre effet le 1er janvier 1948;

ATTENDU que Hardware Mutual Fire Insurance Company, le 28 juin 1949, a donné avis par écrit au Trésorier de la Province qu'elle a cessé de faire affaires dans la Province;

ATTENDU que les permis et certificat d'enregistrement de Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company sont expirés le 30 juin 1949 et qu'ils n'ont pas été renouvelés;

ATTENDU que Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company s'est conformée aux dispo-

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

WHEREAS Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company whose head office is situate at Stevens Point, State of Wisconsin, United States of America, has reinsured all its contracts of insurance effected in this Province with the Mutual Implement and Hardware Insurance Company whose head office is situate at Owatonna, State of Minnesota, United States of America, according to a contract entered into by these two corporations the 25th of November 1947 to take effect on the 1st of January 1948;

WHEREAS Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company, on the 28th of June 1949, has given written notice to the Provincial Treasurer that it has ceased to transact business in the Province;

WHEREAS the license and certificate of registration of Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company have expired on the 30th of June 1949 and that they have not been renewed;

WHEREAS Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company has complied with the

sitions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec;

EN CONSÉQUENCE, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company est annulé à compter du 1er juillet 1949.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 14 juillet 1949.

Pour le Trésorier de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

25387-29-2-o Surintendant des assurances.

provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

THEREFORE, notice is hereby given that the registration of Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company is cancelled as from the 1st of July 1949.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 14th of July 1949.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

25387-29-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est par les présentes donné que la Société Provinciale d'Assurance Mutuelle—Provincial Mutual Insurance Society—constituée en corporation par la loi 43 George VI chapitre 125 et enregistrée sous le numéro 492 a obtenu les permis et certificat d'enregistrement numéro 3907 qui l'autorise, à compter du 26 juillet 1949, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurances suivants: Incendie, moyennant billets de dépôt, et accessoirement—choc de véhicule, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, émeute, explosion, fuite d'eau, fumée, grêle, ouragan, tremblement de terre.

Le siège social de la compagnie est situé à Montréal, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 27 juillet 1949.

Pour le Trésorier de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

25452-30-2-o Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that the Provincial Mutual Insurance Society—La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle—incorporated by the act 13 George VI Chapter 125 and registered under number 492 has obtained the license and certificate of registration number 3907 authorizing it, as from the 26th of July 1949, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, by means of deposit notes, and supplementary thereto—earthquake, explosion, falling aircraft, hail, impact by vehicle, riot, smoke, sprinkler, leakage, water leakage, windstorm.

The head office of the company is situated at Montreal, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 27th of July 1949.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

25452-30-2-o Superintendent of Insurance.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Choquette	Pierre	19	Québec	Pensionnat St-Louis de Gonzague (Québec) et Séminaire de Québec.

Québec, le 15 juillet 1949 — Quebec, July 15, 1949.

25402-29-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU.
Secretary of the Bar of Quebec.

Greffes de Notaires

Notarial Records

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Québec le 11 juillet 1949, a accordé à Me J.-A. Bariteau, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me P.-A. Lamoureux, notaire décédé.

Montréal, 20 juillet 1949.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre des Notaires,

ARTHUR COURTOIS.

25407-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Quebec on the 11th of July 1949, has granted to Me J. A. Bariteau, Notary residing and practising at Montreal, Judicial District of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me P. A. Lamoureux, deceased Notary.

Montreal, July 20, 1949.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board
of Notaries.

25407-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Québec le 11 juillet 1949, a accordé à Me Paul Boucher, notaire demeurant et exerçant à Laprairie, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Emile Gravel, notaire décédé.

Montréal, 20 juillet 1949.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre
des Notaires.

25408-o

ARTHUR COURTOIS.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Quebec on the 11th of July 1949, has granted to Me Paul Boucher, Notary residing and practising at Laprairie, Judicial District of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Emile Gravel, deceased Notary.

Montreal, July 20, 1949.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board
of Notaries.

25408-o

Liquidation, avis de :

PARFUMERIE SOUVENIR ENRG.,
LONDON PREMIUM CO.,
LES PARFUMS VIENNA ENRG.,
LE ROYAUME DES CADEAUX ENRG.

Avis est donné que par jugement rendu le 21 juin 1949 par l'Honorable Noel Belleau, Juge de la Cour Supérieure pour le district de Québec, j'ai été nommé liquidateur aux sociétés ayant existées entre J. E. Lamothe et Elyse Lamothe, manufacturiers de parfums, faisant affaire sous les raisons sociales de "Parfumerie Souvenir Enrg. London Premium Co., Les Parfums Vienna Enrg., Le Royaume des Cadeaux Enrg."

Québec, ce 15 juillet 1949.

126 rue St-Pierre.

Le Liquidateur,

JACQUES LARUE, C.A.

25417-o

Winding up Notice :

PARFUMERIE SOUVENIR ENRG.,
LONDON PREMIUM CO.,
LES PARFUMS VIENNA ENRG.,
LE ROYAUME DES CADEAUX ENRG.

Notice is hereby given that by a judgment rendered on the 21st of June, 1949, by the Honourable Noel Belleau, Judge of the Superior Court for the district of Quebec, I was appointed liquidator to the partnership which existed between J. E. Lamothe and Elyse Lamothe, manufacturers of perfumes, carrying on business under the firm names of "Parfumerie Souvenir Enrg., London Premium Co., Les Parfums Vienna Enrg., Le Royaume des Cadeaux Enrg."

Quebec, this 15th day of July, 1949.

126 St. Peter Street.

JACQUES LARUE, C.A.,

Liquidator.

25417

Sièges sociaux

HELIX BUILDING LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Helix Building Limited," constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec en date du 23 mai 1949, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 1838 ouest, rue Dorchester, Montréal, P.Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., le 18 juillet 1949.

HELIX BUILDING LIMITED,

Par le président,

EDWARD P. CORNER.

25409

DANS L'AFFAIRE DE HUGUENIN WATCHES LTD.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Huguenin Watches Ltd.", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec en date du 22 avril 1949, et ayant son siège social à Québec, a établi son bureau à 42 rue Ste-Anne.

Québec, 22 juillet 1949.

(Sceau)

HUGUENIN WATCHES LTD.,

Par le Secrétaire-trésorier,

YVES PRATTE.

25436

Head Offices

HELIX BUILDING LIMITED

Notice is hereby given that "Helix Building Limited," incorporated pursuant to the Quebec Companies' Act, by Letters Patent, dated 23rd day of May 1949, and having its Head Office at the City of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 1838 Dorchester, Street West, Montreal, P.Q.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 18th day of July 1949.

HELIX BUILDING LIMITED,

EDWARD P. CORNER,

President.

25409-o

IN THE MATTER OF HUGUENIN WATCHES LTD.

NOTICE

Notice is hereby given that "Huguenin Watches Ltd.", a company incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on the 22nd of April 1949, and having its head office in Quebec has established its office at 42 St. Anne Street.

Quebec, July 22nd, 1949.

[Seal]

HUGUENIN WATCHES LTD.,

Per: YVES PRATTE,

Secretary-Treasurer.

25436-o

YAMASKA CONSTRUCTION INCORPORÉE

YAMASKA CONSTRUCTION INCORPORÉE

Règlement No 1

By-law No. 1

Changeant l'endroit du siège social de la compagnie de Sweetsburg, à Montréal.

Changing the location of the head office from Sweetsburg to Montreal.

"La compagnie aura son siège d'affaires à Montréal, au numéro 25 est, rue St-Jacques, au lieu de Sweetsburg, tel qu'inscrit dans la charte."

"The company will have its head office at Montreal, at No. 25 St. James street East, instead of at Sweetsburg, as set forth in its charter."

Certifié vraie copie.

Certified true copy.

25416-o

Le Secrétaire,
LAURIER GENDRON.

25416

LAURIER GENDRON,
Secretary.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE
RIVIÈRE-DU-MOULIN
(Comté de Chicoutimi)

MUNICIPALITÉ OF THE VILLAGE OF
RIVIÈRE-DU-MOULIN
(County of Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 8 heures p.m., mercredi le 17 août 1949, pour l'achat de \$132,000 d'obligations de la corporation municipale du village de Rivière-du-Moulin, comprenant les règlements numéros 72, 77, 78, et 79, datées du 1er juillet 1949 et remboursables par séries du 1er juillet 1950 au 1er juillet 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. L'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock p.m., Wednesday, the 17th day of August, 1949, for the purchase of \$132,000 of bonds of the municipal corporation of the Village of Rivière-du-Moulin comprising by-laws Nos: 72, 77, 78 and 79, dated the 1st of July, 1949, and redeemable serially from the 1st of July, 1950 to the 1st of July 1969 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of January and 1st of July of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$132,000 — 20 ans

Table of Redemption \$132,000 — 20 years.

Année	Capital
1er juillet 1950	\$13,000.00
1er juillet 1951	13,000.00
1er juillet 1952	13,500.00
1er juillet 1953	13,500.00
1er juillet 1954	3,500.00
1er juillet 1955	4,000.00
1er juillet 1956	4,000.00
1er juillet 1957	4,000.00
1er juillet 1958	4,500.00
1er juillet 1959	4,500.00
1er juillet 1960	4,500.00
1er juillet 1961	5,000.00
1er juillet 1962	5,000.00
1er juillet 1963	5,000.00
1er juillet 1964	5,000.00
1er juillet 1965	5,500.00
1er juillet 1966	6,000.00
1er juillet 1967	6,000.00
1er juillet 1968	6,000.00
1er juillet 1969	6,500.00

Year	Capital
1st July 1950	\$13,000.00
1st July 1951	13,000.00
1st July 1952	13,500.00
1st July 1953	13,500.00
1st July 1954	3,500.00
1st July 1955	4,000.00
1st July 1956	4,000.00
1st July 1957	4,000.00
1st July 1958	4,500.00
1st July 1959	4,500.00
1st July 1960	4,500.00
1st July 1961	5,000.00
1st July 1962	5,000.00
1st July 1963	5,000.00
1st July 1964	5,000.00
1st July 1965	5,500.00
1st July 1966	6,000.00
1st July 1967	6,000.00
1st July 1968	6,000.00
1st July 1969	6,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Chicoutimi.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Chicoutimi.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 17 août 1949, à 8 heures p.m., à la salle de l'École Immaculée-Conception de Rivière-du-Moulin.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, ce 23ème jour de juillet 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
25442-o L. BUSSIÈRES.

loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on the 17th of August, 1949, at 8 o'clock p. m., in the hall of the "Ecole Immaculée-Conception de Rivière-du-Moulin".

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Rivière-du-Moulin, county of Chicoutimi, this 23rd day of July, 1949.

L. BUSSIÈRES,
25442 Secretary-Treasurer.

Vente — Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de "Les Autobus Fortin Limitée", Service de transport et Garage, Saint-Urbain, comté de Charlevoix.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le VINGT-DEUX AOUT 1949, à UNE heure et TRENTE minutes de l'après-midi, heure avancée, sera vendu par encan public, sur les lieux, au Garage des Autobus Fortin, à Saint-Urbain, comté de Charlevoix, Qué., l'actif de cette faillite comme suit:

ITEM A.— Le fonds de commerce, \$452.10.

ITEM B.— Les créances aux livres, \$274.59.

ITEM C.— La machinerie et outillage de garage dont machine à graisser, à souder, palan à chaîne, jack à l'huile, fusil à peindre, chargeur, moine électrique, etc., etc. (Pour être vendu en détail.)

ITEM D.— Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Urbain, de forme triangulaire, mesurant 104 pieds sur la ligne le divisant du lot N° 456, 79½ pieds sur un côté, et 45½ pieds sur l'autre côté du triangle, borné en front par le terrain ci-après décrit et des deux côtés par les résidus du lot 457, cedit emplacement étant composé de la partie nord-est du lot numéro quatre cent cinquante-sept (Ptie N.E. 457) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Urbain;

Un terrain formant partie du lot quatre cent cinquante-six (P. 456) au cadastre de Saint-Urbain, comté de Charlevoix, borné comme suit: au nord-est et au sud-est, à partie du lot 456 appartenant à C. E. Simard; au sud-ouest, au chemin public; au nord-ouest à une partie dudit lot 456 appartenant à C. E. Simard et à une partie du lot 457 appartenant à ladite Compagnie Autobus Fortin; ledit terrain mesurant 250' au sud ouest sur le chemin public; 150' au sud-est, dans la ligne qui le sépare de la partie dudit lot 456 appartenant à C. E. Simard; 204'5" au nord-est dans la ligne qui le sépare de la partie dudit lot 456 appartenant à C. E. Simard; 104' au nord-ouest, dans la ligne qui le sépare de la partie du lot 457 appartenant à ladite Compagnie Autobus Fortin; 78½' au nord-ouest dans la ligne qui le sépare de la partie dudit lot 456 appartenant à C. E. Simard;

Sale — Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of "Les Autobus Fortin Limitée", a transportation and garage service, Saint-Urbain, county of Charlevoix.

Notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY-SECOND day of AUGUST, 1949, at ONE THIRTY o'clock in the afternoon, Daylight Saving Time, there will be sold by public auction, on the premises, at the Garage of "Autobus Fortin", at Saint-Urbain, county of Charlevoix, Que., the assets of this estate as follows:

ITEM A.— The stock in trade, \$452.10.

ITEM B.— Book debts, \$274.59.

ITEM C.— Garage machinery and equipment including a greasing machine, soldering machine, chain pulley, oil jack, paint gun, charger, electric drill, etc., etc. (To be sold retail.)

ITEM D.— An emplacement situate in the parish of Saint-Urbain, of triangular figure, measuring 104 feet on the line dividing it from lot No. 456, 79½ feet on one side, and 45½ feet on the other side of the triangle, bounded in front by the land hereinafter described and on the two sides by the residue of lot 457, the said emplacement being composed of the northeast part of lot number four hundred and fifty-seven (N.E. Pt. 457) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Saint-Urbain;

A lot of land forming part of lot four hundred and fifty-six (Pt. 456) on the cadastre for Saint-Urbain, county of Charlevoix, bounded as follows: on the northeast and southwest by a part of lot 456 belonging to C. E. Simard; on the southwest, by the public road; on the northwest by a part of said lot 456 belonging to C. E. Simard and by a part of lot 457 belonging to the said company "Autobus Fortin"; the said lot of land measuring 250' on the southwest on the public road, 150' on the southeast, in the line which separates it from the part of said lot 456 belonging to C. E. Simard; 204'5" on the northeast in the line which separates it from the part of said lot 456 belonging to C. E. Simard; 104' on the northwest, in the line which separates it from the part of lot 457 belonging to the said company "Autobus Fortin"; 78½' on the northwest in the line which separates it from the part of said lot 456 belonging to C. E. Simard;

Avec toutes les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Les item A et B seront offerts en vente à tant dans la piastre et au plus haut enchérisseur et l'item C sera vendu en détail, chaque machine ou article au plus haut et dernier enchérisseur, et l'item D sera vendu conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du Code de Procédure Civil, et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au Shérif.

L'inventaire, la liste des crédits, les titre et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des Syndics soussignés.

Conditions de paiement: **COMPTANT.**

Québec, Qué., le 11 juillet 1949.

Les Syndics,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux:

111, côte de la Montagne,
Québec, Qué.

25359-28-2-0

With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Items A and B will be offered for sale at so much on the dollar and to the highest bidder and item C will be sold retail, each machine or article to the highest and last bidder, and item D will be sold pursuant to Articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the Code of Civil Procedure, and also section 45 of the Bankruptcy Act; the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

The inventory, list of credits, titles and certificate may be seen at any time at the offices of the undersigned Trustees.

Conditions of payment: **CASH.**

Quebec, Que., July 11, 1949.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,

Trustees.

Offices:

111, Mountain Hill,
Quebec, Que.

25359-28-2

Ventes pour taxes

Province de Québec, Comté de Vaudreuil

VILLE DE L'ÎLE CADIEUX

Avis public est par les présentes donné que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère à la chambre 726, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, MARDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT, 1949, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Nelson W. Howard, Cadastre 1780, Subdivision 262.

L'immeuble susdit est du cadastre de la paroisse de St. Michel de Vaudreuil, et est situé dans la Ville de l'Ile Cadieux.

Ladite vente sera, en outre, faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeubles.

Donné en la Ville de Montréal, ce vingtième jour de juillet, 1949.

Le Secrétaire-Trésorier,

25428-30-2-0

G. D. McKAY.

Province de Québec

VILLE SAINT-MICHEL
Comté Laval

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville Saint-Michel, MARDI (23) le VINGT-TROISIEME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent quarante-neuf (1949), à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 22 juillet 1949 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

Sales for Taxes

Province of Quebec, County of Vaudreuil

TOWN OF ÎLE CADIEUX

Public notice is hereby given that the property hereinafter described will be sold by public auction at Room 726, 132 St. James Street West, in Montreal, TUESDAY the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal taxes plus interest thereon and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nelson W. Howard, Cadastral 1780, Subdivision 262.

The above immovable is in the plan and book of reference of the Parish of St. Michel de Vaudreuil and is situated in the Town of Ile Cadieux.

The said sale will be made with all the active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said property.

Given at the City of Montreal, this 20th day of July, 1949.

G. D. McKAY,

Secretary-treasurer.

Province of Quebec

TOWN OF SAINT-MICHEL
Laval County

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Saint-Michel, on TUESDAY (23) the TWENTY-THIRD day of AUGUST nineteen hundred and forty-nine (1949) at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated July 22nd 1949 has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
James Hogan & Margaret Mitchell, son épouse-his wife	364	827, 828.
Humphrey Forest	364	1070, 1071.
La Corporation du Collège de l'Assomption	365	242, 243, 244.
Joseph Lefebvre	365	357.
Léon Spénard	446	481.
Alfred Roy	474	3, 4.

Les immeubles susdits sont tous cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville Saint-Michel.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachés auxdits immeubles.

Donné en la Ville Saint-Michel, ce (25) vingt-cinquième jour du mois de juillet, mil neuf cent quarante-neuf (1949).

(Vraie copie).

[Sceau]

Le Secrétaire-trésorier,
A. E. CHEVRIER.

25435-30-2-o

Province de Québec

VILLE MONTRÉAL-NORD
COMTÉ LAVAL

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet and situated in the Town of Saint-Michel.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given, at the Town of Saint-Michel, this (25th) twenty-fifth day of July, nineteen hundred and forty-nine (1949).

(True copy)

[Seal]

A. E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

25435-30-2-o

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL-NORTH
COUNTY OF LAVAL

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessus désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de ville de Montréal-Nord, MERCREDI (24) le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent quarante-neuf (1949), à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 22 juillet 1949 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, Chapitre 33, Section 3.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Montreal North, on WEDNESDAY (24) the TWENTY-FOURTH day of AUGUST, Nineteen hundred and forty-nine (1949) at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated July 22nd, 1949, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the innoveables under the authority of article 550, of Cities' and Towns' Act as amended by 24 Geo. V, Chap. 33, Section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivisions
Hans Zimmer	48	7-1.
Alice Golding, épse de-wife of Samuel Assaly	50	473, 474, 475, 476.
	Avec bât. dessus construite—With building thereon erected.	
Marie-Anne Gouin, épse de-wife of Jean Paradis	50	1276, 1277.
Révérend Ls-Philippe Choquette	61	35, 36.
Louis-A. Lauzon	62	102.
Harry Petrides	77	10, 13
	79	677, 680.
Peter Cornelus Spek & Ernest Wm Neilson	86	36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43
	90	204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211.
Peter Cornelus Spek & Ernest Wm Neilson	86	44, 45, 46
	90	212, 213, 214.
Peter Cornelus Spek & Ernest Wm Neilson	90	197, 198, 199, 200, 201, 202, 203.
	Avec bât. dessus construite—With building thereon erected.	
Adélard Ricard	90	582, 583, 584.
	Avec bât. dessus construite—With building thereon erected.	
Joseph Paquin	97	25, 26, 27, 28, 29, 30.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Donné en la ville Montréal-Nord, ce (25) vingt-cinquième jour du mois de juillet, mil neuf cent quarante-neuf (1949).

(Sceau).

(Vraie copie).

Le Secrétaire-trésorier,
A.-E. CHEVRIER.

25433-30-2-o

Province de Québec

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES
Comté de Laval

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault au Récollet, and situated in the Town of Montreal North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Montreal North, this (25th) twenty-fifth day of July, Nineteen hundred and Forty-Nine (1949).

(Seal).

(True copy).

A.-E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

25433-30-2-o

Province of Quebec

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES
County of Laval

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, en l'Hôtel de Ville, de la Pointe-aux-Trembles, JEUDI, le VINGT-CINQUIEME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent quarante-neuf (1949), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 5 juillet 1949, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Georges V, chapitre 33, section 3.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the council, at the Town-Hall of the town of Pointe-aux-Trembles, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, nineteen hundred and forty-nine (1949), at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time), to satisfy the payment of the Municipal and school taxes, plus the cost which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated July 5th, 1949, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of Article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 George V, chapter 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Bilodeau, Charles	109.....	276.
Bream, Louise, veuve de-widow of Adolphe Hatto.	177.....	522, 523.
Couillard, F.	181.....	330.
Chockol, Mike et-and Mary Simon.	184.....	326.
D'Anjou, Annette, épouse de-wife of Emile Forté & Al... ..	177.....	560, 561.
Déry, Hector, Georges E., Gaston, Fabiola Déry, veuve de-widow of Henri A. Desrosiers, Raymond Dery, épouse de-wife of Randall M. Inness.	211.....	670, 857.
Dubré, Ovide.	121.....	213.
Gagné, Elmiro.	206.....	319, 320.
Lachance, Parmelia, épouse de-wife of Georges Arthur Lapointe	184.....	279.
Lajeunesse, Maurice & Al... ..	232.....	5.
Lecours, Alice, veuve de-widow of Alphonse Lepage.	227.....	151, 153.
Lachapelle, René.	199.....	10.
Maheu, Raymond.	202.....	397, 398.
Maynard, Elmiro.	211.....	972.
McKee, Carnavilla, épouse de-wife of J. Albert Merryfield	206.....	70.
Price, Rachel, veuve de-widow of Marcus Pim... ..	206.....	904, 905.
Reed, Rolande, épouse de-wife of Ernest Archambault, Paul, Jeannette, et-and Willie Reed.	228.....	344, 347, 348, 349, 351, 353.
Starkey, Benjamin S.	202.....	138.
Tardif, Cyprien.	28.....	21, 22, 23.

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce vingt-cinquième jour du mois de juillet, mil neuf cent quarante-neuf.

[Sceau]

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-A. TRUDEAU.
25434-30-2-o

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Pointe-aux-Trembles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given at the Town of Pointe-aux-Trembles, this twenty-fifth day of July, nineteen hundred and forty-nine.

[Seal]

PAUL-A. TRUDEAU,
Secretary-Treasurer.
25434-30-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Dans la Cour du Magistrat, District de Beauce
St-Joseph de Beauce, { **J. H. BEDARD**, mar-
à savoir: { chand de St-Louis de
N° 17,112 { Gonzague, comté de
Dorchester, contre **NAPOLEON LACROIX**,
journalier de St-Louis de Gonzague, comté de
Dorchester, à savoir: le lot 58, rang A, canton
de Langevin, comté de Dorchester, tel que le tout
est actuellement avec les servitudes actives et
passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Louis de Ravignan, le **DOUZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain à **DEUX** heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
J. S. POULIOT.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce, 26 juillet 1949.
25443-30-2-o
[Première insertion: 30 juillet 1949]
[Seconde insertion: 13 août 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Dans la Cour Supérieure, District de Beauce
St-Joseph de Beauce, { **ARCHELAS BOU-**
à savoir: { **LANGER**, rentier
N° 20,607 { de St-Gédéon, contre
JEAN BAPTISTE MARQUIS, cultivateur de
St-Gédéon, à savoir: le lot numéro vingt-trois A
et une partie du lot numéro vingt-trois B, du
rang cinq du canton de Marlow, en le comté de
Beauce, borné au nord-ouest à François Mercier,
et au sud-est à Roland Pelchat, et au nord-est
au chemin de front et au sud-ouest au trécaré
du dit rang, avec bâtisses dessus construites
circonstances et dépendances, tel que le tout est
actuellement avec les servitudes actives et pas-
sives, sans exception ni réserve.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Gédéon, comté de Beauce, le **DOUZIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain à **DIX** heures du matin (heure avancée).

Le Shérif,
J. S. POULIOT.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce, 26 juillet 1949.
25444-30-2-o
[Première insertion: 30 juillet 1949]
[Seconde insertion: 13 août 1949]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Magistrat

Canada, { **ALPHONSE**
Province de Québec, { **HOUDE**, com-
District de Kamouraska, { mercant de la cité de
No 13,565 { Rivière-du-Loup, de-
mandeur, vs **ANTONIO MAILLOUX**, de
l'Esprit-Saint, défendeur.

"Un lot de terre connu et désigné sous le numéro 39 du Rang 1, du canton Laroche, avec bâtisses dessus construites."

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LAND** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

In the Magistrate's Court — District of Beauce
St-Joseph de Beauce, { **J. H. BEDARD**, mer-
to wit: { chant, of St-Louis de
No. 17,112 { Gonzague, county of
Dorchester; against **NAPOLEON LACROIX**,
laborer, of St-Louis de Gonzague, county of Dor-
chester, to wit:

Lot No. 58, range A, township of Langevin, county of Dorchester, as the whole presently subsists with the active and passive servitudes, without exception or reserve.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Louis de Ravignan, on the **TWELFTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TWO** o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

J. S. POULIOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce, July 26, 1949.
25443-30-2
[First insertion: July 30, 1949]
[Second insertion: August 13, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

In the Superior Court — District of Beauce
St-Joseph de Beauce, { **ARCHELAS BOU-**
to wit: { **LANGER**, annui-
No. 20,607 { tant, of St-Gédéon; a-
gainst **JEAN BAPTISTE MARQUIS**, farmer,
St-Gédéon, to wit: lot number twenty-three-A, and a part of lot number twenty-three-B, of
range five of the township of Marlow, in the
county of Beauce, bounded on the northwest
by François Mercier, and on the southeast by
Roland Pelchat, on the northeast by the front
road on the southwest by the "trait carré" of
said range — with buildings thereon erected,
circumstances and dependencies, as the whole
actually subsists with the active and passive
servitudes, without exception or reserve.

To be sold at the parochial church door, of the parish of St-Gédéon, county of Beauce, on the **TWELFTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

J. S. POULIOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce, July 26, 1949.
25444-30-2
[First insertion: July 30, 1949]
[Second insertion: August 13, 1949]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court

Canada, { **ALPHONSE**
Province of Québec, { **HOUDE**, trad-
District of Kamouraska, { er, of the city of Ri-
No. 13,565 { vière-du-Loup, plain-
tiff, vs **ANTONIO MAILLOUX**, of Esprit-Saint,
defendant.

A lot of land known and designated as number 39 of Range 1, of the Township Laroche — with buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Esprit-Saint, JEUDI, le ONZIÈME jour du mois d'AOUT, 1949, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
HENRI MICHAUD.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, le 5 juillet 1949. 25334-27-2-o
[Première insertion: 9 juillet 1949]

To be sold at the church door of the parish of Esprit-Saint, on THURSDAY, the ELEVENTH day of the month of AUGUST, 1949, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRI MICHAUD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, July 5, 1949. 25334-27-2
[First insertion: July 9, 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
C. S. District of Montreal

Montréal, { GÉRARD MIRON, entrepreneur, des cité et district de No 270996. Montréal, et faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "Miron & Frères", demandeur, vs LEONIDE LAJOIE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue St-Laurent, en la cité de Montréal, connu, désigné et composé des lots numéros trente-cinq et trente-six de la subdivision du lot originaire numéro deux cent soixante-et-un (261-35 & 36) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, et des lots numéros trente-trois et trente-quatre de la subdivision du lot originaire numéro deux cent soixante-deux (262-33 & 34) des dits plan et livre de renvoi officiels mesurant ensemble cinquante pieds de largeur et cent quarante-six pieds de profondeur plus ou moins mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 12ème jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Montréal, 5 juillet 1949. 25335-27-2-o
[Première insertion: 9 juillet 1949]

Le Shérif,
L. P. CAISSE.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C.S. District of Montreal

Montréal, { GEORGES BOUCHARD, demandeur, vs DAME MARY No 262690. SPROUL, veuve non remariée de feu Thomas Davis, es-nom et es-qualité & al, défendeurs.

Une demi-indivise de cette parcelle de terre située dans la ville de St-Pierre, dans le district de Montréal, ayant front sur le chemin du Roi et mesurant cinquante pieds de largeur, aux angles droits, sur une profondeur d'environ cent seize pieds sur la ligne nord-est et sur une profondeur de cent pieds sur l'autre ligne, avec la maison et autres dépendances dessus érigées. Ladite propriété, telle que clôturée actuellement, est bornée comme suit: En front par le chemin du Roi, en arrière par le lot numéro cent dix-neuf aux plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Montréal, du côté nord-est par une partie dudit lot numéro cent dix-neuf possédée par Israel Gauthier et de l'autre côté par cette partie dudit lot numéro cent dix-neuf possédée par M. Major. La parcelle de terre décrite par les présentes est une partie du lot numéro cent dix-neuf aux plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
S.C. District of Montreal

Montreal, { GÉRARD MIRON, contractor, to wit: { of the city and district of No. 270996 { Montreal, and carrying on business alone under the firm name and style of "Miron & Frères", plaintiff, vs LEONIDE LAJOIE, defendant.

An emplacement fronting on St. Laurent street, in the city of Montreal, known and designated as and composed of lots numbers thirty-five and thirty-six of the subdivision of the original lot number two hundred and sixty-one (261-35 & 36) on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault au Récollet, and lots numbers thirty-three and thirty-four of the subdivision of original lot number two hundred and sixty-two (262-33 & 34) of said official plan and book of reference, measuring in all fifty feet in width and one hundred and forty-six feet in depth more or less, English measure—with buildings thereon erected, as the whole presently subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of AUGUST, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Montreal, July 5, 1949. 25335-27-2
[First insertion: July 9, 1949]

L. P. CAISSE,
Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S.C. District of Montreal

Montreal, { GEORGES BOUCHARD, plaintiff, to wit: { iff, vs DAME MARY No. 262690 { SPROUL, unmarried widow of the late Thomas Davis, es-nom et es-qualité & al, defendants.

One undivided half: of that certain piece of land situate in the town of St. Pierre, in the district of Montreal, fronting on the King's Highway, measuring fifty feet in width, at right angles, by a depth of about one hundred and sixteen feet on the north eastern line, and a depth of one hundred feet on the other line, with the house and other dependencies thereon erected. The said property as now fenced in, is bounded as follows: In front, by the King's Highway; in rear by lot number one hundred and nineteen on the plan and in the book of reference of the cadastral of the parish of Montreal, on the north eastern side by part of said lot number one hundred and nineteen, in the possession of Israel Gauthier, and on the other side by that part of said lot number one hundred and nineteen in the possession of M. Major. The piece of land hereby described is part of lot number one hundred and nineteen on the plan and in the book of Reference of the cadastre of the parish of Montreal.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$429.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, en date du 5 juillet 1949.

A deposit of \$429.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated the 5th of July, 1949.

Bureau du Shérif,
Montréal, 20 juillet 1949.
[Première insertion, 30 juillet 1949]

Le Shérif,
L. P. CAISSE.
25449-30-2

Sheriff's Office,
Montreal, July 20, 1949.
[First insertion: July 30, 1949]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
25449-30-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

C. S. District de Rouyn-Noranda

N° 1877 { **R**ÉV. ALBERT PELLETIER, de-
mandeur, vs TOIVO SALMI-
NEN, défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur:

Un certain emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro 110 de la subdivision du Bloc No. 8 aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Rouyn, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances"; pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Michel Archange de Rouyn, P.Q. MERCREDI, le 10ème jour d'AOUT 1949, à DIX hrs de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, P.Q. le 27 juin 1949. 25299-27-2-o
[Première insertion: 9 juillet 1949]

Le Shérif,

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris

S. C. District of Rouyn-Noranda

No. 1877 { **R**ÉV. ALBERT PELLETIER,
plaintiff, vs TOIVO SALMI-
NEN, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A certain emplacement known and designated as being lot number 110 of the subdivision of Block No. 8 on the official plan and in the book of reference of Rouyn Township, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies; to be sold at the church door of the Parish of St-Michel Archange of Rouyn, P.Q., WEDNESDAY, the 10th day of AUGUST 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Rouyn, P.Q., the 27th of June 1949. 25299-27-2-o
[First insertion: July 9th, 1949]

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff.

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

Canada, { **L**A COMMISSION DES
Province de Québec, { **A**CCIDENTS DU
District de Québec, { **T**RAVAIL DU QUÉ-
N° 3711. { **B**EC, corps politique et
incorporé ayant son siège social au N° 225 Grande-
Allée, en la cité de Québec, requérante, vs
ALFRED MAILLOUX, de Grand'Mère, et y
faisant affaires seul sous les nom et raison sociale
de "FONDERIE GRAND'MERE, P.Q., dé-
fenderesse.

"Un terrain ou emplacement situé en la cité de Grand'Mère, formant les coins des 2ième avenue et 12ième rue et faisant partie du lot de terre numéro Quatre-vingt-un (P. 81) du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cent trente huit pieds de front sur la 12ième rue, par deux cent quatre-vingt-un pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front par la 12ième rue, en profondeur par le N° 82-83, du côté nord-ouest, par la 2ième avenue et du côté sud-est par le résidu du N° 81; le tout tel que désigné sur un plan annexé audit acte, avec une bâtisse dessus construite servant comme fonderie et tous les accessoires qui y sont incorporés, circonstances et dépendances."

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse St-Jean-Baptiste, en la cité de Grand'Mère, le TRENTIEME jour d'AOUT, mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures du matin, heure avancée.

Bureau du Shérif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 20 juillet, 1949. 25432-30-2-o
[Première insertion: 30 juillet 1949]

Le Shérif,

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris
Superior Court

Canada, { **T**HE QUEBEC WORK-
Province of Québec, { **M**EN'S COMPEN-
District of Québec, { **S**ATION COMMISSION,
No. 3711 { a body politic and cor-
porate having its head office at 225 Grande-
Allée, in the city of Québec, petitioner, vs; AL-
FRED MAILLOUX, of Grand'Mère, and there
carrying on business alone under the firm name
and style of "FONDERIE GRAND'MERE",
P.Q., defendant.

"A lot of land or emplacement situate in the city of Grand'Mère, forming the corner of 2nd avenue and 12th street and forming part of the lot of land number eighty-one (Pt. 81) of the cadastre for the parish of Saint-Flore, measuring one hundred and thirty-eight feet in front on 12th street, by two hundred and eighty-one feet in depth. English measure, bounded in front by 12th street, in depth by No. 82-83, on the northwest side, by 2nd avenue and on the southeast side by the residue of No. 81 — the whole as described on a plan annexed to the said deed — with a building thereon erected used as a foundry and all the accessories therein contained, circumstances and dependencies."

To be sold, at the church door of the parish of St-Jean-Baptiste in the city of Grand'Mère, on the thirtieth day of AUGUST, one thousand nine hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, July 20, 1949. 25432-30-2
(First insertion: July 30, 1949)

L. P. MERCIER,
Sheriff.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 30

Index of the Quebec Official Gazette, No. 30

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

716 — Concernant la sécurité des ouvriers dans les mines	1812
726, section "B" — Comité conjoint des barbiers et coiffeuses de Victoriaville.	1804
786, section "D" — Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull.	1805
787, section "A" — Institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans la région de l'est de la Province.	1805
787, section "B" — Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau <i>et al.</i>	1808
787, section "C" — Commerce de l'alimentation au détail dans les cités de Québec, Lévis <i>et al.</i>	1809
787, section "D" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec	1810
787, section "E" — Industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans la région de Montréal.	1811

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1781 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1781
------------------------------------	------

RÉCEPTION DES ANNONCES:

1781 RECEIPT OF ADVERTISING COPIES	1781
------------------------------------	------

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Augustin (Fondation)	1821
Chantier Coopératif de l'U.C.C. du Comté de Wolfe (Fondation)	1819
Grace Church (Corporation)	1818
La Fédération Patronale du Commerce Inc. (Formation)	1819
L'Amicale de Stanislas (Règlements)	1819
L'Association Canadienne des Travailleurs du Bois, Local N° 16 (Formation)	1818
L'Association des Employés de la L & L Textiles de Magog (Formation)	1819
Le Centre Coopératif Ouvrier de Hull (Fondation)	1820
Montreal Car Builders Union Areas A & B (Changement de nom)	1820
Nu-Tone Products Limited (Directeurs)	1821
Peel-Windsor Garage Incorporated (Directeurs)	1821
St-Rémi, village de (Obtention de lettres patentes)	1820
Syndicat Travail "Ste-Agnès" (Fondation)	1819

Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Augustin (Fondation)	1821
Chantier Coopératif de l'U.C.C. du Comté de Wolfe (Fondation)	1819
Grace Church (Incorporation)	1818
La Fédération Patronale du Commerce Inc. (Formation)	1819
L'Amicale de Stanislas (By-Laws)	1819
L'Association Canadienne des Travailleurs du Bois, Local N° 16 (Formation)	1818
L'Association des Employés de la L & L Textiles de Magog (Formation)	1819
Le Centre Coopératif Ouvrier de Hull (Fondation)	1820
Montreal Car Builders Union Areas A & B (Change of name)	1820
Nu-Tone Products Limited (Directors)	1821
Peel-Windsor Garage Incorporated (Directors)	1821
St-Rémi, village de (Application for letters patent)	1820
Syndicat Travail "Ste-Agnès" (Foundation)	1819

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 77-49A — Région de Disraéli.	1821
--	------

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 77-49A — Region of Disraéli.	1821
--	------

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FORESTS:

Trois-Rivières, cité des	1822
------------------------------------	------

Trois-Rivières, city of	1822
-----------------------------------	------

TRAVAIL:

LABOUR:

(Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Approbation de règlement)	1795
--	------

Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry (Approval of by-law).	1795
---	------

Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec (Prélèvement).....	1796	Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec (Levy).....	1796
Comité paritaire du transport et des débardeurs du Havre de Québec (Approbation de règlements).....	1794	Joint Shipping and Ocean Longshoremen's Committee, Harbour of Quebec (Approval of by-laws).....	1794
Comité paritaire du transport et des débardeurs du Port de Montreal (Approbation de règlements).....	1795	Joint Shipping and Ocean Longshoremen's Committee, Harbour of Montreal (Approval of by-laws).....	1795
Comité paritaire du transport et des lambrisseurs du port de Montreal (Approbation de règlements).....	1795	Joint Shipping and Shipliners' Committee, Harbour of Montreal (Approval of by-laws).....	1795
Comité paritaire du transport et des vérificateurs et tonneliers du Havre de Montréal (Approbation de règlements).....	1794	Joint Shipping and Checkers' and Coopers' Committee, Harbour of Montreal (Approval of by-laws).....	1794
Comité paritaire de l'industrie des accessoires de mode dans l'île de Montréal (Prélèvement).....	1801	Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal (Levy).....	1801
Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec (Prélèvement).....	1798	Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec (Levy).....	1798
Commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec (Modification).....	1802	Hardware, paint and building materials trade in the district of Quebec (Amendment).....	1802
Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec (Prélèvement).....	1799	Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec (Levy).....	1799
Métiers de barbier et de coiffeur dans l'île de Montréal <i>et al</i> (Modification).....	1795	Barber and hairdressing trades in the Island of Montreal <i>et al</i> (Amendment).....	1795
TREASOR:		TREASURY:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company.....	1822	Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company.....	1822
La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle — Provincial Mutual Insurance Society.....	1823	La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle — Provincial Mutual Insurance Society.....	1823
L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec.....	1822	L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec.....	1822
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Québec: étude du droit.....	1823	Quebec: study of law.....	1823
GREFFES DE NOTAIRES:		NOTARIAL RECORDS:	
Bariteau, J.-A., en faveur de.....	1823	Bariteau, J.-A., in favour of.....	1823
Boucher, Paul, en faveur de.....	1824	Boucher, Paul, in favour of.....	1824
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
André Thibodeau Inc.....	1782	André Thibodeau Inc.....	1782
A & M Market Inc.....	1783	A & M Market Inc.....	1783
Beau-Monde Dress Ltd.....	1783	Beau-Monde Dress Ltd.....	1783
Bourcier Motor Sales Inc.....	1783	Bourcier Motor Sales Inc.....	1783
C. A. Blanchet Inc.....	1784	C. A. Blanchet Inc.....	1784
Cairo Investments Ltd.....	1784	Cairo Investments Ltd.....	1784
Combustion and Power Equipment Ltd. — La Cie d'Equipement de Combustion Ltée.....	1784	Combustion and Power Equipment Ltd. — La Cie d'Equipement de Combustion Ltée.....	1784
Compagnie d'Immeubles et d'Entreprises Rollan — Rollan Real Estate and Enterprise Company.....	1785	Compagnie d'Immeubles et d'Entreprises Rollan — Rollan Real Estate and Enterprise Company.....	1785
Continental Store (Arvida) Ltd. — Magasin Continental (Arvida) Ltée.....	1785	Continental Store (Arvida) Ltd. — Magasin Continental (Arvida) Ltée.....	1785
Dressmakers' Service Ltd.....	1786	Dressmakers' Service Ltd.....	1786
Flamingo Sportswear Co.....	1786	Flamingo Sportswear Co.....	1786
Frégeau Drive Yourself Ltd.....	1786	Frégeau Drive Yourself Ltd.....	1786
F. X. Fortin, Ltée.....	1787	F. X. Fortin, Ltée.....	1787
J. B. E. Letellier Inc.....	1787	J. B. E. Letellier Inc.....	1787
J. Lucien Allard Ltée.....	1787	J. Lucien Allard Ltée.....	1787
Kay's (Montreal) Ltd.....	1788	Kay's (Montreal) Ltd.....	1788
Ladies Free Loan Society.....	1788	Ladies Free Loan Society.....	1788
La Salle Finance Company.....	1789	La Salle Finance Company.....	1789
La Société d'Aide à la Centrale Nationale de la J. O. C.....	1789	La Société d'Aide à la Centrale Nationale de la J. O. C.....	1789
Leonard & Leonard Limitée — Leonard & Leonard Limited.....	1789	Leonard & Leonard Limitée — Leonard & Leonard Limited.....	1789

Les Immeubles Murdock Ltée.	1790	Les Immeubles Murdock Ltée.	1790
Original Textiles Inc..	1790	Original Textiles Inc..	1790
Propriété des Ecores Incorporée	1790	Propriété des Ecores Incorporée	1790
Réfrigération du Golfe Inc..	1791	Réfrigération du Golfe Inc..	1791
Riverin & Fils Ltée.	1791	Riverin & Fils Ltée.	1791
R. Martineau, Limitée.	1791	R. Martineau, Limitée.	1791
Sharon Dress Manufacturing Inc..	1792	Sharon Dress Manufacturing Inc..	1792
Simard Automobile Inc..	1792	Simard Automobile Inc..	1792
Ste-Agathe Drive Yourself Ltée.	1792	Ste-Agathe Drive Yourself Ltée.	1792
The J. Hardt Mfg. Inc..	1793	The J. Hardt Mfg. Inc..	1793
United Auto Parts (La Malbaie) Ltée..	1793	United Auto Parts (La Malbaie) Ltée..	1793
York Underwear Inc..	1794	York Underwear Inc..	1794

LIQUIDATION, AVIS DE:

Parfumerie Souvenir Enrg. *et al.* 1824

SIÈGES SOCIAUX:

Helix Building Limited 1824
Huguenin Watches Ltd. 1824
Yamaska Construction Incorporée 1825

SOUMISSIONS:

Rivière-du-Moulin, village de. 1825

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Les Autobus Fortin Limitée. 1826

VENTES POUR TAXES:

Ile Cadieux, ville de. 1827
Montréal-Nord, ville de. 1828
Pointe-aux-Trembles, ville de. 1829
Saint-Michel, ville de. 1827

VENTES PAR SHERIFS:

BEAUCE:

Bédard vs Lacroix 1830
Boulangier vs Marquis. 1830

KAMOURASKA:

Houde vs Mailloux. 1830

MONTREAL:

Bouchard vs Sproul *et al.* 1831
Miron vs Lajoie 1831

ROUYN-NORANDA:

Pelletier vs Salminen. 1832

TROIS-RIVIÈRES:

La Commission des Accidents du Travail du Québec vs Mailloux. 1832

25451-o

WINDING UP NOTICE:

Parfumerie Souvenir Enrg. *et al.* 1824

HEAD OFFICES:

Helix Building Limited 1824
Huguenin Watches Ltd. 1824
Yamaska Construction Incorporée 1825

TENDERS:

Rivière-du-Moulin, village of. 1825

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Les Autobus Fortin Limitée. 1826

SALES FOR TAXES:

Ile Cadieux, town of. 1827
Montreal-North, town of. 1828
Pointe-aux-Trembles, town of. 1829
Saint-Michel, town of. 1827

SHERIFFS' SALES:

BEAUCE:

Bédard vs Lacroix 1830
Boulangier vs Marquis. 1830

KAMOURASKA:

Houde vs Mailloux. 1830

MONTREAL:

Bouchard vs Sproul *et al.* 1831
Miron vs Lajoie 1831

ROUYN-NORANDA:

Pelletier vs Salminen. 1832

TROIS-RIVIÈRES:

The Quebec Workmen's Compensation Commission vs Mailloux. 1832

25451-o

